

Numéro 20 - 20 mai 2017

**L'OTAN doit être démantelée! Sortons le Canada de l'OTAN!**

## **Le sommet de l'OTAN adopte l'ordre du jour de guerre de l'administration américaine**



**L'OTAN doit être démantelée! Sortons le Canada de l'OTAN!**

- Le sommet de l'OTAN adopte l'ordre du jour de guerre de l'administration américaine

**Examen de la politique de défense du Canada**

- Ne laissons pas les fauteurs de guerre décider des questions de guerre et de paix!
- Augmentation des dépenses militaires pour quoi? - *Charlie Vita*
- Le manuel d'utilisation américain de la ministre des Affaires étrangères - *Enver Villamizar*
- Derrière la gaffe du ministre de la Défense - *Hilary LeBlanc*

**Signature de l'Accord de coopération de défense Canada-Ukraine**

- Un accord sur les armements pour la guerre - *Tony Seed*

**Les Canadiens défendent la cause de la paix et de la liberté**

- Des marches de la Victoire pour commémorer le sacrifice des combattants antifascistes
- Pour une enquête juste et indépendante sur le massacre du 2 mai 2014 à Odessa, en Ukraine - *Congrès des Russes canadiens*
- Jour de la Nakba le 15 mai : des actions en appui au droit de retour des

**Palestiniens et pour exiger la fin de l'occupation maintenant!**

**Nouvelles attaques illégales américaines contre la Syrie**

- **Ne touchez pas à la Syrie! Troupes américaines hors de Syrie!**
- **Concentration de troupes américaines pour contrer un accord de cessez-le-feu**

**Le Venezuela adopte des mesures pour faire échec à l'intervention externe et à la contre-révolution**

- **Convocation d'une Assemblée constituante nationale pour ouvrir une voie pacifique au progrès - Sam Heaton**
- **Le Canada fait tout pour nuire à une solution pacifique - Margaret Villamizar**
- **Au sujet de l'Assemblée constituante du Venezuela**
- **Le Venezuela entreprend son retrait de l'Organisation des États américains**
- **Une économiste explique la guerre économique qui se mène contre le Venezuela**

**Libération du combattant pour l'indépendance de Porto Rico**

- **Oscar López Rivera est libre! Tout pouvoir aux mouvements du peuple!**

**Opposition aux provocations des États-Unis sur la péninsule coréenne**

- **Le nouveau président sud-coréen s'engage à travailler pour la paix et la stabilité - Philip Fernandez**
  - **Non aux provocations bellicistes des États-Unis contre le peuple coréen!**
- Défendons la paix dans la péninsule coréenne! - Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) et Fédération coréenne du Canada**

---

**L'OTAN doit être démantelée! Sortons le Canada de l'OTAN!**

**Le sommet de l'OTAN adopte l'ordre du jour de guerre de l'administration américaine**

Depuis sa création en 1948, l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) est une alliance militaire agressive. Elle a été créée pour bloquer les aspirations des peuples d'Europe et du monde à des gouvernements qui garantissent leur désir de paix, de liberté et de démocratie. Créée après la Deuxième Guerre mondiale, son objectif militaire et politique était d'étouffer les aspirations des peuples du monde à la souveraineté, l'indépendance véritable et le socialisme et les empêcher de les réaliser sous la direction des partis communistes et ouvriers.

Puis, après l'effondrement de l'Union soviétique et les démocraties populaires, au lieu de démanteler l'OTAN, les États-Unis et les puissances alliées ont imposé une expansion de l'alliance au-delà des frontières de l'Atlantique Nord pour forcer tous les pays d'Europe ainsi que des « partenaires » ciblés à se soumettre aux visées hégémoniques de la superpuissance américaine, encercler la Russie systématiquement et imposer le changement de régime à tous les pays qui défendent leur droit souverain de gouverner leurs affaires.

Loin de privilégier le règlement des conflits par les moyens pacifiques, l'OTAN est un instrument de choix pour violer la Charte de l'ONU et les autres arrangements d'après-guerre qui veillaient au respect d'un état de droit international. Elle est aussi déchirée par des conflits internes du fait que les puissances d'Europe veulent avancer leurs propres intérêts et que les impérialistes américains

les menacent de graves conséquences si elles ne se soumettent pas au chantage nucléaire.

Les peuples du monde ont besoin plus que jamais du démantèlement de l'OTAN et les Canadiens ont besoin plus que jamais de sortir le Canada de l'OTAN. L'administration Trump aux États-Unis veut se servir de la réunion des chefs d'État et de gouvernement des pays de l'OTAN qui aura lieu à Bruxelles les 24 et 25 mai pour déployer ses plans pour s'emparer de l'Europe et dominer l'Asie. Les visées agressives de l'administration Trump annoncent de graves dangers pour l'ensemble de l'humanité.



Il s'agit du premier événement international auquel participera le président de guerre Donald Trump et ce dernier profite de l'occasion pour étaler son bellicisme et menacer quiconque refuse de se soumettre. Le premier ministre Justin Trudeau y sera également et annoncera « la nouvelle politique de défense » du Canada, hourdie dans le dos des Canadiens avec les fabricants d'armes et les fauteurs de guerre. La collaboration du gouvernement Trudeau avec l'administration Trump sert à créer un contre-poids « humanitaire » impérialiste au sein de l'OTAN et est le signe de dangereux conflits interimpérialistes au sein de l'alliance. Les intérêts que représente Donald Trump veulent « résoudre » ces contradictions en imposant le diktat américain de la façon la plus brutale.

Actuellement, les États-Unis concentrent leurs efforts à forcer les pays membres à intensifier leurs préparatifs de guerre et à accroître leurs dépenses militaires et veulent que l'OTAN joue un rôle formel dans la « guerre au terrorisme ».

Beaucoup de membres de l'OTAN font déjà partie de la Coalition, mais l'OTAN n'en fait pas partie officiellement. Le chef d'état-major des armées américaines, Joseph Dunford, a proposé le 17 mai que l'OTAN prenne également en charge la « formation » des forces armées irakiennes, que les États-Unis assumaient depuis la dernière invasion américaine de l'Irak.

« L'OTAN pourrait apporter une contribution sur le plan de la logistique, des acquisitions, de la capacité institutionnelle, des écoles de leadership et des académies, ce genre de choses », a-t-il dit.

On s'attend à ce que d'ici le début de la rencontre, les États-Unis annoncent le déploiement de 5000 autres soldats en Afghanistan, portant leur nombre à plus de 11 000. Les autres pays de l'OTAN ont aussi déployé 5000 soldats dans le cadre de l'occupation américaine de ce pays qui dure depuis déjà 16 ans. Les médias rapportent que la Grande-Bretagne a également l'intention d'envoyer d'autres soldats. Ce déploiement au sol fait suite à l'utilisation d'une arme de destruction massive par les États-Unis, la « mère de toutes les bombes », en Afghanistan le 13 avril.



Selon des représentants de la Maison-Blanche, les États-Unis vont menacer de quitter le bloc militaire agressif s'il n'y a pas de « développements plus rapides et plus concrets » et de « créer une façon différente de faire les choses ».

Le dictum de l'impérialisme américain « ou bien vous êtes avec nous, ou bien vous êtes contre nous » redevient le cri de ralliement avec comme

base d'appui la toute-puissance de l'arsenal nucléaire américain. Lors d'une conférence de presse le 16 mai, l'ambassadrice des États-Unis à l'ONU Nikki Haley a dit : « Ou bien vous soutenez la Corée du Nord, ou bien vous nous soutenez. » À cet égard, le sommet de l'OTAN est précédé d'une série de visites internationales des représentants des États-Unis pour rallier les pays membres à leurs plans de guerre contre la Corée, l'Iran, l'Afghanistan, la Syrie et d'autres pays.

Le sommet de l'OTAN sera suivi d'un sommet du G7 à Taormina, en Italie, les 26 et 27 mai.[1] Il sera précédé d'une visite du président américain en Arabie saoudite, en Israël (le tout premier vol direct de l'Arabie saoudite) et au Vatican dans le cadre d'une tournée pour « réaffirmer le leadership mondial de l'Amérique ».

Selon le conseiller à la sécurité nationale de Donald Trump, H.R. McMaster, « cette tournée est vraiment historique. Aucun président ne s'est jamais rendu dans la patrie et les lieux saints des croyances juive, chrétienne et musulmane en un seul voyage. Et le président Trump veut unir les peuples de toutes les croyances autour d'une vision commune de la paix, du progrès et de la prospérité. Il apportera un message de tolérance et d'espoir à des milliards de personnes, y compris les millions d'Américains qui sont de ces confessions. »

« Il encouragera nos partenaires arabes et musulmans à prendre des mesures audacieuses pour promouvoir la paix et confronter ceux qui, comme l'ÉIIL, al-Qaïda, l'Iran et le régime Assad, perpétuent le chaos et la violence qui ont déjà infligé tant de souffrances dans le monde musulman et au-delà », a dit McMaster.

Il a poursuivi en disant qu'à la réunion du G7 en Italie, Trump va « faire la promotion du leadership économique américain et parler des pratiques commerciales inéquitables. Il rappellera à nos amis et partenaires que nous sommes pressés d'explorer d'autres façons de faire face aux menaces à notre sécurité collective, de la Corée du Nord à l'Afghanistan en passant par l'ensemble du Moyen-Orient. »



Selon les médias, en Arabie saoudite les États-Unis ont proposé de former un nouveau bloc militaire de pays arabes sous leur direction, appelé « l'OTAN arabe ». Selon les reportages, les premiers adhérents seraient l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, l'Égypte et la Jordanie. Le nouveau regroupement fera campagne contre les pays de la région qui résistent à la domination américaine, comme la Syrie et l'Iran.

Les États-Unis ont également proposé à l'Arabie saoudite un nouvel accord de vente d'armes d'une valeur de 100 milliards \$ qui comprendrait des bateaux de guerre, les systèmes de défense anti-missile en haute altitude (THAAD), des blindés, des missiles, des bombes et des munitions.

*LML* dénonce vigoureusement ce sommet de l'OTAN ainsi que la rencontre du G7 et se joint aux milliers de personnes qui se sont engagées à manifester contre ces événements.

***Non à l'OTAN ! Non au G7 !  
L'OTAN doit être démantelée !***



## Note

1. Une fiche d'information sur le Canada et le G7 d'Affaires mondiales Canada indique que le Canada accueillera le sommet de 2018 des dirigeants du G7, bien qu'aucune date ou lieu n'ait été annoncé. Les sommets du G7 ont normalement lieu en mai ou juin.



---

### Examen de la politique de défense du Canada

## Ne laissons pas les fauteurs de guerre décider des questions de guerre et de paix!

Le 7 juin, le gouvernement de guerre de Justin Trudeau est censé annoncer une « nouvelle politique de la défense ». Celle-ci serait le produit de consultations avec des « partenaires », c'est-à-dire le département de la Défense des États-Unis, les fabricants d'armes et les sommités spécialisées dans les domaines relatifs aux plans guerriers des États-Unis pour contrôler l'Europe et dominer l'Asie. Selon des sources ministérielles, la nouvelle politique comprendra une augmentation des dépenses militaires afin de répondre aux reproches des différents gouvernements américains à l'effet que le Canada ne contribue pas suffisamment aux préparatifs de guerre.[1]

Le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) appelle les Canadiens à dénoncer cette « nouvelle politique de défense » ainsi que la fraude des consultations lesquelles le peuple ne joue aucun rôle sinon à titre de chair à canon dans les guerres d'agression menées par les États-Unis et du fait qu'il est appelé à payer pour toutes ces dépenses. Le ministre de la Défense Harjit Sajjan est allé jusqu'à annoncer le 15 mai que l'annonce de la « nouvelle politique de défense » sera faite après la rencontre au sommet de l'OTAN et après l'annonce par la ministre des Affaires étrangères Chrystia Freeland au sujet du « fondement de la politique extérieure du Canada ». La ministre Freeland doit également annoncer un nouveau déploiement militaire canadien dans une « opération de paix ».

L'administration américaine a déjà reçu la nouvelle politique du Canada, selon des sources canadiennes anonymes. Le 15 mai, après l'annonce du délai, les ministres Sajjan et Freeland se sont rendus à Washington pour rencontrer le secrétaire à la Défense James Mattis et le secrétaire d'État Rex Tillerson.



Durant la phase de consultation, l'importante question de la participation du Canada à l'OTAN et à NORAD n'était pas matière à débat bien qu'elle soit au centre de la politique étrangère du Canada et du rôle qu'il joue dans les affaires mondiales. L'examen de la politique de défense était uniquement une occasion de débattre à savoir si l'armée canadienne est suffisamment équipée ou pas. Il suivait en cela le modèle établi par le gouvernement libéral de Jean Chrétien en 1994-1995 :

un examen de la politique de défense sans remise en question de la participation à l'OTAN et à NORAD. Les gouvernements qui ont suivi ont tous été des gouvernements de guerre qui ont systématiquement placé l'armée canadienne sous le contrôle direct de l'armée et des services de renseignement des États-Unis et intégré le Canada aux plans de guerre des États-Unis. À cet égard, on prévoit que l'examen actuel va renverser la décision de ne pas participer au système de défense antimissile des États-Unis et de ne pas permettre l'installation de systèmes antimissile en sol canadien.

Le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) appelle les travailleurs et les jeunes à s'opposer à la participation du Canada aux préparatifs de guerre. La quête de domination mondiale des États-Unis accentue les contradictions interimpérialistes comme jamais auparavant. Si les États-Unis croient qu'ils peuvent établir un équilibre tripolaire avec la Russie et la Chine, ils le font en brandissant la menace nucléaire comme outil de négociation. Non au déploiement d'armes nucléaires en sol canadien ! Non à l'installation du bouclier antimissile au Canada !

***Sortons le Canada de l'OTAN !  
L'OTAN et NORAD doivent être démantelés !***

### **Note**

1. La « nouvelle politique » devait être annoncée en décembre mais l'annonce a été reportée plusieurs fois. Tout indique maintenant qu'elle sera annoncée après la réunion au sommet de l'OTAN à Bruxelles le 25 mai.



---

## **Augmentation des dépenses militaires pour quoi?**

**- Charlie Vita -**

Le budget 2017-2018 du gouvernement canadien alloue 19,3 milliards \$ au financement des forces armées et 40 milliards \$ pour l'achat à court terme d'avions de combat de fabrication américaine et de navires de guerre de fabrication canadienne. Les dépenses militaires représentent 18 % des dépenses du budget. Le budget notait que la « nouvelle politique de défense » que doit annoncer le gouvernement libéral pourrait signifier une autre augmentation importante des dépenses militaires. Le ministre des Transports Marc Garneau a dit de la nouvelle politique de défense : « Lorsque nous envoyons notre armée dans des régions de conflit et de guerre, nous devons l'équiper adéquatement. »

En fait, l'administration de Donald Trump aux États-Unis exige que tous les pays membres de l'OTAN augmentent leurs dépenses de défense à 2 % de leur produit intérieur brut (PIB). Les dépenses militaires du Canada représentent un peu moins de 1 % du PIB et il doit les doubler pour répondre à cette injonction. La position du gouvernement Trudeau jusqu'à présent a été de se dire d'accord avec le 2 % « en principe » tout en faisant valoir que d'autres dépenses qui n'ont pas



directement à voir avec l'armée doivent être considérées comme une contribution au même objectif. Or, la « nouvelle politique de défense » est une soumission sans argument aux demandes américaines.

L'effectif des Forces armées canadiennes est d'environ 119 000 employés. Cela comprend des soldats en devoir, des réservistes, des brigadiers et des réserves supplémentaires. Les 40 milliards \$ prévus dans le budget de cette année iront à de gigantesques fabricants d'armes qui incitent les gouvernements du monde à accroître leurs dépenses militaires tel que le demande l'administration Trump, qui veut que les « alliés » de l'OTAN « fassent leur part ».

Le Canada participe présentement à 30 missions militaires connues dans le monde. Cela comprend des missions de recherche et sauvetage, de surveillance intérieure, de « patrouilles de protection de la souveraineté » dans l'Arctique, un soutien aux opérations de lutte au trafic des narcotiques et la défense des frontières de pêche au Canada.

À l'étranger, le Canada a des vaisseaux qui patrouillent les Caraïbes dans le cadre de l'opération CARIBBE et des soldats qui participent à l'occupation onusienne d'Haïti. Des soldats canadiens font partie des missions de l'OTAN au Kosovo, en Pologne et en Lettonie et à une mission de l'ONU à Chypres. Le Canada intervient directement dans la guerre civile en Ukraine en fournissant des armes et en formant les milices fascistes. Le Canada fait partie des missions de l'ONU en République démocratique du Congo et en République du Soudan du Sud et il fournit un soutien aérien à l'armée française dans plusieurs pays d'Afrique. Il participe aussi à six missions militaires au Moyen-Orient, dont plusieurs opérations maritimes dans la mer d'Arabie, offre un soutien au « quartier général central des États-Unis » dans différents pays et est responsable de l'opération IMPACT, la composante canadienne de l'intervention militaire américaine en Irak et en Syrie.



Selon les informations disponibles, le Canada a la responsabilité de trois bases militaires outremer appelées « carrefours de soutien opérationnel » : à l'aéroport de Köln-Bonn en Allemagne pour l'Europe, au Koweït pour le Moyen-Orient et à Kingston, Jamaïque, pour l'Amérique latine et les Caraïbes. Selon le ministère de la Défense, les Forces armées canadiennes maintiennent ces carrefours « en raison de la souplesse et des moyens efficaces qu'ils offrent en matière de lancement et de

maintien en puissance d'opérations internationales et d'intervention en cas de crises comme les catastrophes naturelles, et ce, en temps utile. »

Loin de contribuer à la paix et à la sécurité dans le monde ou à la défense contre des agressions étrangères, l'armée canadienne est déployée suivant les besoins de l'impérialisme américain dans ses ambitions de domination mondiale en rivalité avec les autres grandes puissances. En ce moment l'hystérie au sujet de l'« agression russe » et des « essais de missiles nord-coréens » sont les prétextes principaux pour ces préparatifs de guerre accrus ainsi que pour l'encerclement de la Russie et l'occupation militaire de pays qui ont des frontières communes avec la Russie, ainsi que l'occupation du Japon et la Corée du sud.

Le désir de paix, de liberté et de démocratie des Canadiens nécessite l'établissement d'un gouvernement antiguerre qui sortira le Canada de l'OTAN et de NORAD, retirera toutes les troupes et forces spéciales des missions étrangères agressives et exigera que tous les soldats américains retournent chez eux. Le Canada doit interdire officiellement et irrévocablement la participation de l'armée canadienne à des guerres d'agression à l'étranger et à des opérations de répression au pays, ainsi qu'aux missions dites « de formation » et de « maintien de la paix » qui se sont avérées des

missions au service des visées agressives. Il doit aussi interdire la présence de troupes et d'équipements militaires étrangers en sol canadien.

Cette demande d'augmentation des dépenses d'armement et de plus d'interventions militaires à l'étranger survient à un moment où de plus en plus de Canadiens voient l'armée canadienne comme étant annexée à la machine de guerre américaine. Les Canadiens peuvent jouer un rôle important en refusant que plus de fonds publics, des forces militaires, des produits finis et des matières premières, surtout du pétrole et du gaz, soient consacrés au renforcement de l'armée américaine. Remettre de l'argent public à des monopoles privés qui sont activement engagés dans la production militaire et les préparatifs de guerre étroitement liés à l'impérialisme américain va à l'encontre du bien public. Il faut envisager sérieusement de rompre toutes relations avec l'appareil de recherches et de développement militaires des États-Unis, et mettre fin à l'annexion militaire du Canada au sein de la forteresse Amérique du Nord sous le commandement des États-Unis.



---

## **Le manuel d'utilisation américain de la ministre des Affaires étrangères**

**- Enver Villamizar -**

S'il est vrai que la « nouvelle politique de défense » du Canada sera annoncée suite à un discours de la ministre des Affaires étrangères Christia Freeland sur la politique extérieure du Canada, la source de cette politique extérieure peut être retracée aux puissants intérêts privés que la ministre fréquente aux États-Unis. Les liens de famille de Chrystia Freeland avec les collaborateurs nazis ukrainiens de la Deuxième Guerre mondiale persistent aujourd'hui avec ses propres liens avec les plus hauts niveaux des services de renseignement militaires des impérialistes américains, responsables des pires crimes contre l'humanité. Le 22 avril, madame Freeland a présenté un panel intitulé « Les victimes de l'agression de Poutine » lors d'un forum sur la sécurité organisé par le proguerre « Institut McCain pour le leadership international », portant le nom du président du comité sénatorial du Congrès américain sur les relations étrangères.

Sous l'appellation « forum Sedona », son rôle est de recruter, financer, former et déployer des « professionnels en mi-parcours de carrière » dans le gouvernement, le monde universitaire et les sports au service des agences militaires et de sécurité des États-Unis et de l'OTAN. Le forum est un mécanisme pour lier ces agents de l'impérialisme à leurs patrons. L'objectif du panel que Freeland a introduit était de peindre la Russie comme le principal ennemi de la liberté et de la démocratie dans le monde aujourd'hui et de justifier ainsi la collaboration avec les nazis actuels de l'Ukraine, les forces terroristes en Syrie, l'encerclement de la Russie par l'OTAN et l'agression militaire sous prétexte de limiter l'influence de la Russie dans différentes régions du monde. Tout cela vise à masquer le genre de liberté et de démocratie dont elle et l'élite impérialiste dominante à qui elle est associée font la promotion à l'échelle internationale.





La principale préoccupation du Forum Sedona 2017 était de donner une place prépondérante à ceux qu'on appelle les « victimes de l'agression par Poutine » et de déterminer ce qu'il faut faire à propos de la Russie et des relations avec la Chine suite à l'élection de Donald Trump.[2] Dans ce contexte, le forum a également abordé la question des intentions de l'administration Trump concernant la Syrie et en particulier ce qu'il faut faire à propos du gouvernement syrien. On a également discuté « des forces derrière les mouvements populistes en Europe et aux États-Unis » en mettant l'accent sur le Royaume-Uni ainsi que sur la question de la « guerre de l'information ».

Dans un panel, le fauteur de guerre et ancien secrétaire d'État américain Henry Kissinger a parlé des relations entre les États-Unis et la Chine. Deux tables rondes clés de l'événement étaient la « conversation » entre John McCain et le conseiller national en sécurité de Trump, le lieutenant-général HR McMaster, sur « les défis mondiaux, les solutions et le rôle de leadership des États-Unis » et un panel sur « la Syrie : les perspectives futures » avec McCain et le général américain à la retraite, David Petraeus. McCain a critiqué ouvertement l'administration Trump, en particulier avant les frappes aériennes du 7 avril en Syrie, mais il a beaucoup d'enthousiasme pour les secrétaires et conseillers proguerre de Trump.

Le bureau de la ministre Freeland dit qu'elle a participé à ce forum privé à titre de ministre des Affaires étrangères.[2] Il s'agirait de « travailler avec » les États-Unis pour « faire avancer la démocratie, les droits de l'homme et la sécurité nationale », selon Affaires mondiales Canada. Cela en dit long sur la politique étrangère du gouvernement Trudeau.

## Notes

1. Parmi les représentants militaires et de la sécurité présents il y avait : le lieutenant-général H.R. McMaster, conseiller en sécurité nationale du président Donald Trump ; Nadia Schadlow, adjointe à la stratégie présidentielle sur la sécurité nationale ; Curtis Scaparrotti, commandant en chef du Commandement européen des États-Unis et commandant en chef allié suprême de l'OTAN en Europe ; Harry Harris, commandant en chef du commandement américain du Pacifique ; Richard Zahner, lieutenant général retraité de l'armée américaine ; David H. Petraeus, directeur de la CIA sous le président Obama, Henry Kissinger, secrétaire d'État sous Richard Nixon et conseiller en sécurité nationale pour Gerald Ford ; Teo Chee Hean, vice-premier ministre et ministre coordinateur de la sécurité nationale de la République du Singapour.

2. Outre Freeland, les autres tables rondes ont été introduites par ce qu'on appelle les « dirigeants de la prochaine génération ».

**Leon Hernandez, du Venezuela** - L'institut McCain a dit d'Hernandez qu'il a dirigé l'équipe de presse du Mouvement pour l'unité démocratique (MUD) au Venezuela et a « mis au point et exécuté la stratégie de communication qui a mené à la table ronde sur le MUD qui a obtenu une majorité à l'Assemblée nationale [du Venezuela] ». Le MUD a été le mécanisme utilisé par l'opposition appuyée par les États-Unis pour rassembler tous ceux qui pourraient réunir toutes les factions qui veulent un changement de régime au Venezuela.

**Esra Assery, Arabie saoudite** – un entrepreneur en technologie basé à Los Angeles, d'origine saoudienne

**Rosie Gomez, États-Unis** - Conseillère principale pour l'administration (Trump) en matière de prévention de la traite des enfants, des jeunes et des familles auprès du Département de la santé et des services sociaux des États-Unis.

**Mira Koroma, Sierra Leone** - Chef national de l'unité policière de soutien aux familles au Sierra Leone. Sa biographie sur le site de l'Institut McCain affirme qu'elle a fourni « un soutien lors des crises internationales telles que l'épidémie d'Ebola en 2014-2015 dans tout le Sierra Leone et après

le tremblement de terre en Haïti en 2013 ».

**Les panels tenus lors du Forum Sedona de cette année :**

- Les victimes de l'agression par Poutine ;
- La Russie : une réponse requise ;
- Les menaces mondiales ;
- Le leadership en action ;
- L'OTAN 3.0 ;
- La Syrie : perspectives futures ;
- Un point de vue d'Asie ;
- Le secrétaire [Henry] Kissinger et ses vues sur la Chine ;
- La Chine : partenaire, concurrent ?
- L'objectif humanitaire de Sedona - la lutte contre la traite des êtres humains ;
- Le piratage des conversations : au-delà des fausses nouvelles ;
- Les faits falsifiés ;
- Le leadership dans les sports.



---

## **Derrière la gaffe du ministre de la Défense**

**- Hilary LeBlanc -**

C'est maintenant un fait établi que le ministre de la Défense, Harjit Sajjan, a menti dans un discours qu'il a prononcé à New Dehli le 18 avril devant l'Observer Research Foundation, un « groupe de réflexion sur la sécurité ». S'adressant à « un rassemblement d'experts en sécurité », comme les médias aiment qualifier les contracteurs privés de tout acabit et leurs représentants, Sajjan a déclaré que « lors de mon premier déploiement à Kandahar en 2006, j'étais l'architecte de l'opération Medusa où nous avons supprimé 1 500 combattants talibans du champ de bataille ... et j'ai participé fièrement à l'assaut principal ».[1] La description « a été dénoncée comme un mensonge éhonté » par un officier canadien à la retraite qui connaît bien la planification faite durant l'opération Medusa à la fin de l'été et au début de l'automne 2006. D'autres officiers qui ont servi en Afghanistan ont exprimé leur colère et déception devant le discours de M. Sajjan », rapportent les agences de presse.[2]

Le 27 avril, le ministre Sajjan a publié une déclaration pour « clarifier » ses propos : « Ce que j'aurais dû dire, c'est que nos succès militaires sont le résultat du leadership, des services et du sacrifice rendus par de nombreuses femmes et hommes dévoués au sein des Forces canadiennes. Je regrette que je ne l'aie pas dit alors, mais je veux le faire maintenant. » Il a ajouté : « Toute opération militaire menée par nos forces en Afghanistan, y compris l'opération Medusa, a été rendue possible grâce au courage et au dévouement de nombreuses personnes au sein des Forces canadiennes. Mes commentaires n'étaient en aucun cas destinés à diminuer le rôle que mes compatriotes et mes supérieurs ont joué durant l'opération Méduse. »

Tout cela sert à distraire l'attention du fait que l'invasion de l'Afghanistan par les États-Unis avec l'appui du Canada et d'autres pays de l'OTAN (regroupés dans la « Force d'assistance à la sécurité internationale ») sous la fraude de capturer les auteurs de l'attentat terroriste du 11 septembre à New York, a été un coup monté scandaleux, illégal et brutal et le demeure encore aujourd'hui. L'invasion des États-Unis continue d'être défendue même si ce n'est qu'une tentative d'établir l'hégémonie des États-Unis en Asie centrale pour prendre le dessus sur la Russie et la Chine, et pour restreindre l'Iran et les autres grandes puissances d'Europe sous le diktat des États-Unis.

Mais ce n'est pas ce que disent les médias. Le *National Post* écrit que l'opération Medusa « a été la

plus grande opération de combat du Canada depuis la guerre de Corée, et elle est toujours considérée comme la plus grande bataille de la longue guerre de l'OTAN en Afghanistan. À l'époque, M. Sajjan était major réserviste et officier de liaison avec la force opérationnelle à Kandahar. Il serait très inhabituel pour les majors réservistes d'être les architectes des grandes opérations de combat. De telles tâches en Afghanistan ont été la responsabilité des généraux et des colonels responsables d'affectation du personnel au quartier-général à Kandahar, à Kaboul et à Ottawa et aux commandants de bataillons sur le terrain. »

En ce qui concerne les officiers militaires qui ont contredit les prétentions du ministre d'avoir conçu l'opération Medusa, quand tout le monde parle aux médias sans tenir compte des structures de commandement on voit tout simplement le niveau de contradictions qu'il y a au sein des agences de l'État.

« Faire une déclaration comme celle-là est complètement contraire à notre éthique militaire », a déclaré l'ancien soldat qui a qualifié les propos de Sajjan de « mensonge éhonté ». D'autres officiers à la retraite qui ont exprimé des sentiments semblables ont affirmé qu'ils l'ont fait à la condition que leur nom ne soit pas divulgué, rapportent les médias.

« Au cours de ses trois premières périodes d'affectation en Afghanistan, M. Sajjan, dont le travail civil à l'époque était celui de policier à Vancouver, a rassemblé des renseignements sur l'ennemi et ne faisait pas partie du processus décisionnel de la direction, ont déclaré les anciens officiers. »

Cela fait partie des combats factionnels qui se déroulent aux États-Unis et dans le monde entier entre les soi-disant néoconservateurs et les soi-disant néolibéraux de gauche, également appelés impérialistes humanitaires du type Trudeau, Obama ou Clinton.

Vanter les actions canadiennes en Afghanistan ne va pas effacer de l'esprit des gens le fait que les États-Unis ont largué une super bombe en Afghanistan près de la frontière avec le Pakistan. Cela a non seulement causé la destruction et la mort de nombreux civils mais a menacé aussi le Pakistan et au-delà, l'Iran, et d'autres pays avec l'utilisation d'armes mortelles, y compris des armes nucléaires. Toute une propagande à des fins de diversion a également été publiée sur le voyage de Sajjan en Inde, où il a défilé comme un Raj au Pendjab, au service des visées des impérialistes anglo-américains.

## Notes

1. L'histoire de l'opération Medusa, qui serait devenue « célèbre dans le folklore afghan », est en train d'être démythifiée. Les médias écrivent que « c'était la première et la dernière fois que les forces talibanes se sont concentrées en centaines et peut-être par milliers pour une bataille. Parce qu'ils sont confrontés aux tirs supérieurs en nombre des forces de la FIAS, les talibans ont généralement choisi de se battre lors de petites escarmouches. Ces escarmouches étaient souvent des embuscades qui ont débuté lorsque des mines terrestres artisanales ont été déclenchées sous des véhicules canadiens ou lorsque les Canadiens sont sortis en patrouille à pied.

« Bien qu'aucun bilan final des morts parmi les talibans n'ait été publié, on estime que jusqu'à 1500 combattants ennemis sont morts durant la bataille. Plus récemment, on a prétendu que le nombre de talibans qui sont morts durant l'opération Medusa est considérablement moins que cela. »

2. « Sajjan retracts claims he was 'architect' of Canada's biggest combat operation in Afghanistan », Matthew Fisher, *National Post*, le 27 avril 2017



## Signature de l'Accord de coopération de défense Canada-Ukraine

### Un accord sur les armements pour la guerre

- Tony Seed -

Le 3 avril, le ministre de la Défense Harjit Sajjan et le ministre de la Défense de l'Ukraine Stepan Poltorak ont annoncé la signature de l'Accord de coopération de défense Canada-Ukraine. On a rapporté que cet accord va accroître la coopération mutuelle dans les domaines de la police militaire, de l'éducation, de la recherche et du développement militaires de même que de la production d'armes.

Sajjan a déclaré que la signature « montre l'engagement constant du Canada envers l'Ukraine et le peuple ukrainien. Il renforce les liens entre nos deux nations et nous aide à continuer à développer nos relations riches et mutuellement bénéfiques. Le Canada reste déterminé à fournir une aide à l'Ukraine en contribuant à préserver et à protéger sa souveraineté par l'intermédiaire de l'opération UNIFIER et en appuyant la mise en oeuvre des réformes clés. »

Le communiqué de presse du ministère de la Défense mentionne que le général Poltorak, l'ancien commandant des Troupes intérieures de l'Ukraine et de la Garde nationale de l'Ukraine qui avait été formée hâtivement en mars 2014 suite au coup d'État de février 2014, a entrepris suite à la signature de l'accord une tournée pendant laquelle il « rencontrera des députés et des sénateurs et visitera les installations des Forces armées canadiennes telles que la Base des Forces canadiennes à Petawawa ». Il a notamment rencontré le chef d'état-major de la Défense Jonathan Vance et des « représentants de l'industrie de la défense ».



Les détails de l'entente sont en fait secrets. Les accords bilatéraux ne sont habituellement pas soumis à l'examen public au Canada. En vertu de la prérogative royale, ce ne sont pas des accords sur lesquels le Parlement est appelé à voter aussi ne sont-ils pas transparents. Cet accord n'a même pas fait l'objet d'une discussion au Parlement bien qu'il concerne la question de la guerre et de la paix.[1] Cet accord sur les armements est plutôt traité comme une affaire privée conclue entre certains députés et les forces armées et les monopoles des armements du Canada et de l'Ukraine.

Les États-Unis et l'Ukraine ont déjà signé un accord du même genre le 8 septembre 2016, ce qui a mené les États-Unis à établir leur Conseil consultatif sur la réforme de la défense au sein du ministère ukrainien de la défense sous le commandement du général à la retraite John Abizaid, l'ancien commandant du Commandement central des États-Unis. Cette agence de subversion comprend maintenant une ancienne sous-ministre du ministère de la Défense, Jill Gilmore. Le Canada fait partie du petit nombre de pays de l'OTAN qui arment et forment déjà les forces armées et de police du gouvernement putschiste de Kiev mais l'Ukraine, selon le réseau CBC, en demande encore plus ce qui n'est une nouvelle pour personne. CBC parle d'une session d'information préparée pour Sajjan l'an dernier où le Canada aurait reçu de l'Ukraine de nombreuses requêtes d'assistance militaire ».[2]



Les ministres ukrainiens font une navette continuelle aller-retour entre les États-Unis, le Canada et l'Europe pour obtenir des prêts et des crédits du FMI, signer des contrats d'équipement technologique moderne, conclure des accords techniques-scientifiques et mettre à l'encan leurs riches ressources dont l'agriculture ; ils offrent la fracturation pour du gaz et du pétrole stratégiques dans la mer Noire dont les grandes ressources sont déjà connues ou pourraient être découvertes plus tard et ils offrent l'exploitation de leurs propres travailleurs. L'industrie des armements bien développée de l'Ukraine est aussi à l'encan. Les ministres ukrainiens mendient ouvertement auprès du Canada pour des armes létales modernes à plus grande puissance de feu et à plus grande portée pour leurs forces armées, en particulier pour la guerre urbaine, et pour une aide dans le commerce mondial d'armements, cette fois-ci en tant que « partenaire » de l'OTAN.

Les forces armées de l'Ukraine comprennent non seulement des troupes régulières mais des bataillons irréguliers financés par des oligarques qui sont des néonazis, des forces militaires privées des États-Unis et d'ailleurs et du personnel ancien des forces de défense d'Israël.



Ces armes sont fournies en plus d'autres qui ont déjà été fournies par le département de la Défense nationale depuis août 2014 afin de combattre la république de Donetsk déclarée terrain de l'« agression russe ». Le Canada a fourni en deux ans au gouvernement du coup environ 18 millions \$ de ce qu'il appelle de manière perverse des « armes non létales ». En même temps, il aide de soi-disant ONG comme Armiya (Armée) SOS, qui a obtenu le statut d'organisme caritatif et qui fournit ouvertement des armes létales aux milices fascistes de première ligne intégrées dans la Garde nationale de l'Ukraine, ce que même les médias admettent. Il y a eu des reportages crédibles au sujet d'expéditions clandestines d'armements des pays de l'OTAN, dont le Canada, et de livraison par l'OTAN au régime de Kiev de bombes à fragmentation meurtrières qui sont utilisées

contre la population civile largement russophone de la région du Donbass en Ukraine de l'est. Selon le gouvernement Poroshenko et les médias, ce qui est décisif dans le règlement des conflits en Ukraine c'est la qualité et la puissance de feu des armes modernes et non la politique, la justice de la cause, la primauté du droit et les principes du droit international.

CBC rapporte aussi de manière contournée qu'Affaires mondiales a étudié une requête de l'ancien gouvernement Harper à l'effet de le laisser libre de décider « d'ajouter l'Ukraine à la Liste des pays désignés (armes automatiques) du Canada, ce qui permettrait aux exportateurs canadiens de vendre à ce pays des armes dites interdites ».

Nos brillants cerveaux d'Affaires mondiales « ont étudié la requête et mené des consultations pendant presque deux ans sans en arriver à une conclusion ». Cette formulation brumeuse est une confession non voulue que les « armes interdites » qui sont demandées ne visent pas des objectifs de défense, ne sont pas « sous contrôle civil » et elle laisse dans l'ombre la question de ce que sont ces « armes interdites », quelles forces les utiliseraient et contre qui. [3]

C'est scandaleux. C'est une tromperie, un non-sens et une insulte envers tous les Canadiens. L'Accord de coopération de défense est une façon de transformer l'Ukraine en une place d'armes tout en accélérant la militarisation de l'économie socialisée du Canada au profit des grands monopoles privés d'armements surtout américains.

Un accord sur les armements conclu avec un gouvernement qui déclare ouvertement être en guerre équivaut à une déclaration de la part d'Ottawa que lui aussi prend part à la guerre d'un côté d'un conflit civil qui s'arme fiévreusement et consacre près de 6 % de son budget national au secteur militaire.

Depuis 1993, des milliers de militaires et de policiers américains, britanniques et canadiens ont été déployés en Ukraine pour former ses forces armées et organiser des exercices d'infanterie et navals. Pendant ce temps, le gouvernement libéral de Justin Trudeau et sa chanteuse d'opéra-comique Chrystia Freeland continuent de parler de « dialogue politique », de paix, de respect des Accords de Minsk (qui interdisent expressément la présence de soldats étrangers en sol ukrainien) et d'une Ukraine sur la « voie de la démocratie ».

Les arrangements relatifs à un nouvel accord sur les armements et son prolongement en entraînement militaire pour deux autres années illustrent qu'on a affaire à de la tromperie de premier ordre : le gouvernement canadien ne veut pas participer à des négociations politiques avec comme objectif de mettre fin à cette guerre, une guerre qui a apporté la souffrance à des millions d'Ukrainiens. Toutes les justifications de ces bâtisseurs d'empires sont des déclarations pragmatiques que la fin justifie les moyens et elles ne doivent pas passer.

***Bas les pattes de l'Ukraine !***

## Notes

1. « [Un accord de coopération de défense entre le Canada et l'Ukraine tenu secret](#) », Sam Heaton, *Le Marxiste-Léniniste*, 25 mars 2017
2. Murray Brewster, « Defence deal could open the door to weapons sales to Ukraine, » CBC News, 5 avril 2017
3. Le 10 mars 2017, l'agence TASS a fait mention d'une déclaration de la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères Maria Zakharova qui a dit que « selon l'information que nous possédons, le Canada a commencé à fournir aux militaires ukrainiens des munitions qui vont certainement être livrées à la zone de conflit ».

---

**Les Canadiens défendent la cause de la paix et de la liberté**

## **Des marches de la Victoire pour commémorer le sacrifice des combattants antifascistes**



Toronto le 6 mai 2017



Le 9 mai 2017 était le 72<sup>e</sup> anniversaire de la victoire sur le fascisme en Europe par le front antifasciste des peuples, avec les communistes, les mouvements de résistance et l'Union soviétique à la tête. À minuit, heure de Moscou, le 9 mai 1945, l'Allemagne signait sa capitulation inconditionnelle aux puissances alliées à Berlin. Depuis ce temps, le 9 mai est célébré dans l'ancienne Union soviétique et partout dans le monde comme Jour de la Victoire pour rendre hommage à tous ceux qui ont combattu et sacrifié leur vie pour contenir le fascisme et réitérer l'appel de l'humanité : Jamais plus !



**Ottawa le 9 mai 2017**

Cette année, des activités ont été organisées à Montréal, Ottawa, Toronto, Edmonton et Vancouver pour commémorer le sacrifice des combattants antifascistes. Les rassemblements et parades avaient pour thème « Le régiment immortel », et les participants étaient invités à apporter des images de leurs familles ou autres qui ont pris part à la guerre antifasciste pour leur rendre hommage. Des marches du Régiment immortel ont commencé en 2012 à Tomsok, en Russie, et l'année suivante, 120 villes et villages emboîtaient le pas. Depuis, des millions de personnes prennent part aux activités en Russie et dans d'autres anciennes républiques soviétiques et dans le reste du monde.



**Le 9 mai : marche à Volgograd - anciennement Stalingrad - en Russie, où l'un des combats décisifs de la guerre a eu lieu**

Plus de 25 millions de citoyens soviétiques ont été tués pendant la guerre et les affrontements ont



fait un nombre incalculable de blessés. Des millions de personnes ont aussi participé aux mouvements de résistance organisés partout en Europe et en Asie. Plus de 1,1 million de Canadiens ont servi dans les Forces armées pendant la Deuxième Guerre mondiale. Plus de 44 000 d'entre eux ont perdu la vie et 54 000 ont été blessés. Des contingents du Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) ont participé aux rassemblements du Jour de la Victoire cette année pour rendre hommage aux peuples qui ont tant sacrifié et pour s'opposer aux préparatifs de guerre des impérialistes américains et de leurs alliés aujourd'hui.



**Montréal le 9 mai 2017**

À Montréal, des centaines de personnes ont marché avec des pancartes, des drapeaux soviétiques, des bannières et un gigantesque ruban de St-George (utilisé comme hautes décorations militaires en Russie et dans l'ancienne Union soviétique). Les marcheurs se sont rendus au Carré Cabot pour entendre des discours. Un avion a survolé la marche avec un ruban de St-Georges sur lequel était écrit : « 9 mai - Jour de la Victoire ». À Ottawa, les participants ont marché jusqu'au Musée canadien de la Guerre, où il y a eu des discours et de la musique. Une délégation de l'ambassade de la Fédération de la Russie à Ottawa y a participé avec des portraits de parents tués dans la guerre.



**Ottawa le 9 mai 2017**

Un rassemblement et une marche ont eu lieu le 6 mai à Toronto. Des centaines de personnes ont convergé vers le carré Dundas avant de se rendre à l'hôtel de Ville. L'événement a aussi servi à commémorer le troisième anniversaire du massacre d'Odessa, en Ukraine, le 2 mai 2014, par des



criminels fascistes appuyés par le régime du coup à Kiev.



**Toronto le 6 mai 2017**

À Vancouver, deux journées d'événements ont été organisées, avec un rassemblement le 6 mai à la Galerie d'Art de Vancouver suivi d'un concert en soirée et d'une marche le lendemain au monastère All Saints à Dewdney, dans l'est de Vancouver.



**Vancouver le 6 mai 2017**



**Dewdney le 7 mai 2017**

Des millions de personnes marchent dans les pays de l'ancienne Union soviétique et dans d'autres régions du monde





**Moscou, Russie, le 9 mai 2017**



**Riga, Lettonie, le 9 mai 2017**



**Odessa, Ukraine, le 9 mai 2017**





Kiev, Ukraine, le 9 mai 2017

(Photos : LML, TASS, my-vancouver.ca, @zapoponio, J. Trefz, E. Lukacs)



## Pour une enquête juste et indépendante sur le massacre du 2 mai 2014 à Odessa, en Ukraine

- Congrès des Russes canadiens -



Cher membre du parlement,

À l'occasion des commémorations du troisième anniversaire des événements tragiques survenus à Odessa le 2 mai 2014, le Congrès des Russes canadiens (CRC) rend hommage aux victimes de la violence des radicaux ukrainiens de droite et rappelle l'échec des autorités ukrainiennes à mener une enquête sérieuse et à traduire les coupables en justice. Le CRC appelle le gouvernement canadien à exercer son influence sur les représentants officiels de Kiev et demande qu'une enquête soit menée à bien, que la vérité soit connue et que justice soit faite suite à une des périodes les plus sombres de l'histoire récente de l'Ukraine.

Le 2 mai 2014, Odessa est devenue le théâtre d'une tragédie. Des dizaines de personnes ont été tuées dans le déchaînement de violence contre des citoyens de la ville et de la région environnante qui n'appuyaient pas le changement de régime de l'euromaïdan à Kiev dix semaines plus tôt. Les manifestants avaient érigé un camp de tentes sur la place Terrain Koulivoko dans le centre-ville d'Odessa pour en faire un lieu de rassemblement pacifique. Ils recueillaient des signatures pour appuyer une proposition en faveur d'un référendum en Ukraine sur la décentralisation des pouvoirs du gouvernement ukrainien et la reconnaissance du russe en tant que deuxième langue officielle du

pays. Ces revendications sont depuis longtemps partagées par les gens en Ukraine du Sud et de l'Est, qui d'un point de vue historique, culturel et linguistique a toujours été proche de la Russie. Cependant, les gouvernements successifs de l'Ukraine suite à la chute de l'Union soviétique ont toujours rejeté ces demandes.

La place Koulikovo est devenue un centre pour les activistes opposés à Maïdan. La ville d'Odessa et la région étaient divisées sur la question de l'appui à l'euromaïdan, et des marches et rassemblements publics à la fois favorables et opposés à l'euromaïdan ont eu lieu de février jusqu'en avril 2014. Le 2 mai, des centaines d'ultras du soccer, de fervents supporters du nationalisme ukrainien de droite, sont arrivés à Odessa en autobus pour participer au match. Les membres d'unités d'autodéfense extrémistes et paramilitaires d'euromaïdan provenant de diverses villes ukrainiennes sont aussi arrivés dans la ville. Les activistes antimaïdan ont organisé leurs groupes au centre-ville d'Odessa. Un conflit a éclaté entre les deux partis et la police n'a rien fait pour prévenir la violence. Six personnes ont perdu la vie dans ces affrontements et plusieurs autres ont été blessées.



Vers 18h30, des ultras nationalistes se sont rendus au à la place Koulikovo où ils ont attaqué et brûlé le campement à l'aide de cocktails Molotov, de pavés et d'armes à feu. Ils ont battu les activistes du camp Koulikovo avec des bâtons de baseball et des chaînes. Les activistes se sont réfugiés dans la Maison des syndicats près du camp. Les radicaux de droite ont alors encerclé l'édifice et l'ont incendié, emprisonnant les activistes à l'intérieur. Certains activistes ont alors tenté de s'éloigner des flammes en montant sur le toit, où quelques-uns ont pu être secourus, tandis que d'autres se sont lancés par les fenêtres du deuxième et du troisième étage. Plusieurs d'entre eux ont été battus à mort par les extrémistes. À l'intérieur, plusieurs ont été brûlés vif ou sont morts suffoqués.

Selon les statistiques officielles, 42 personnes sont décédées dans l'incendie de la Maison des syndicats le 2 mai. Cependant, selon les familles et les témoins, le nombre de victimes serait plus vraisemblablement de plus d'une centaine. Plusieurs des survivants ont été gravement blessés et ont été conduits à l'hôpital où ils ne sont pas restés. Des membres de la famille les ont aidés à fuir de peur qu'ils ne soient tués par des groupes armés extrémistes. D'autres ne sont même pas allés à l'hôpital de peur d'être signalés aux autorités et arrêtés. Certains des survivants sont morts des suites de leurs blessures.

Le massacre s'est déroulé sous la surveillance de policiers qui ne sont pas intervenus parce que, selon ce que des porte-paroles de la police ont affirmé plus tard, ils n'avaient pas reçu l'« ordre » de le faire. Pendant ce temps, les officiers du corps policier avaient été convoqués par leurs supérieurs à une réunion improvisée qui a duré plusieurs heures. Le service des pompiers, situé à 0,5 km de la Maison des syndicats, a reçu des appels d'urgence mais les pompiers ne sont arrivés que 45 minutes plus tard.

Les autorités ukrainiennes ont lancé cinq enquêtes distinctes sur le massacre d'Odessa, menées respectivement par le procureur général, le ministère de l'Intérieur, une commission parlementaire spéciale, l'ombudsman ukrainien et le département de police d'Odessa. Aucune de ces enquêtes n'a été menée à terme. La plupart des personnes arrêtées suite aux événements du 2 mai et contre qui des accusations ont été portées sont des partisans du camp fédéraliste antimaïdan. Les accusations portées contre chacun d'eux sont uniformes - « provocation de graves désordres » - plutôt que d'être



particulières à chacun. Aucune accusation n'a été portée contre les nationalistes de droite responsables des meurtres commis à la Maison des syndicats. Pas plus tard que le 24 mars 2017, le Comité de la Commission parlementaire Union européenne-Ukraine exigeait toujours « de nouveaux progrès dans les enquêtes sur les crimes commis au cours des manifestations de l'euromaïdan et sur la violence à Odessa le 2 mai 2014, afin de traduire sans délai en justice les responsables ».[1]

Trois ans après ces événements tragiques, il est devenu clair que les autorités ukrainiennes ont entravé volontairement tout progrès en lien avec les enquêtes. Les procureurs n'ont pas réussi à présenter des preuves convaincantes contre les fédéralistes accusés et les supporters de relations amicales entre l'Ukraine et la Russie. Les procédures judiciaires ont été parsemées de nombreuses violations procédurales et juridiques. À quelques reprises, les extrémistes de droite sont entrés de force au palais de justice en plein procès où ils ont proféré des menaces contre les juges, les avocats de la défense ainsi que les familles des défendeurs en plus de les agresser physiquement.

À plusieurs reprises, les juges se sont retirés des enquêtes par crainte de représailles par les nationalistes. Des pièces justificatives ont été modifiées et l'enquête a été sabordée au plus haut niveau du ministère de l'Intérieur.[2]

De toute évidence, les autorités ukrainiennes ne veulent pas mener ces enquêtes à terme pour la simple raison que les personnes et institutions qui sont responsables de la tragédie d'Odessa sont les mêmes qui sont responsables de mener l'enquête. Le Comité consultatif international du Conseil européen a conclu en novembre 2015 à l'échec du gouvernement ukrainien à mener une enquête sérieuse pour traduire en justice les responsables des confrontations violentes à Odessa le 2 mai 2014. Les experts européens ont observé l'absence d'une réaction indépendante institutionnelle et pratique dans les enquêtes ukrainiennes sur les « désordres massifs » au centre-ville, sur l'incendie de la Maison des syndicats et sur la réaction du personnel du service d'urgence de l'État à l'incendie.[3]

L'échec du gouvernement ukrainien à identifier et à traduire en justice les responsables du massacre d'Odessa laisse sérieusement douter de la démocratie et de la primauté du droit en Ukraine suite à l'euromaïdan. Les dirigeants ukrainiens actuels et leurs ardents supporters de l'Occident, y compris la ministre canadienne des Affaires étrangères Chrystia Freeland et le Congrès canadien ukrainien, prétendent que l'Ukraine a réussi à réformer ses agences de police et le bureau du procureur général. Selon la déclaration du Congrès canadien ukrainien présentée devant le Comité permanent des Affaires étrangères et du Développement international du parlement canadien le 23 mars 2017, « il existe un grand nombre d'exemples positifs de changements sur le terrain en Ukraine. Nous sommes sur la bonne voie pour ce qui est du système judiciaire et de la réforme de la police de sorte que nous sommes à même de transformer la vie des citoyens ukrainiens et de servir de modèle d'un avenir meilleur pour les peuples de la Biélorussie et de la Russie. »

Comment mesurer le succès de ces réformes à la lumière du fait qu'aucune de ces agences n'a su traduire les meurtriers de masse en justice même trois ans après le massacre d'Odessa ? La société ukrainienne doit connaître la vérité, laquelle leur est niée par les autorités ukrainiennes. Les nationalistes radicaux coupables d'avoir tué de sang-froid d'innocents civils doivent être tenus responsables de leurs actions.

Mais dans l'Ukraine d'aujourd'hui, il est peu probable que justice soit rendue sans aide externe. Comme pour les meurtres commis par des tireurs d'élite non identifiés à Maïdan en février 2014, des représentants supérieurs de Kiev ne sont pas intéressés à la tenue d'une enquête honnête et efficace sur le massacre d'Odessa puisqu'une telle enquête ferait peut-être la lumière sur l'implication des tenants du pouvoir actuels dans ces meurtres. Le gouvernement ukrainien a nié et dissimulé l'implication des nationalistes d'extrême-droite et leurs paramilitaires dans l'escalade de

la violence dans l'euromaïdan et la persécution d'Ukrainiens pro-russe au pays. Entretemps, des centaines de personnes qui se sont opposées à l'euromaïdan ont été arrêtées et détenues dans l'illégalité. Des voyous d'extrême droite continuent d'intimider et d'agresser ceux qui osent exprimer publiquement leur opposition à l'ultranationalisme ukrainien. Le gouvernement ne fait rien pour protéger le droit des victimes.

L'échec des autorités ukrainiennes à enquêter sur la tragédie du 2 mai 2014 à Odessa demande une action immédiate du gouvernement du Canada. Si les membres du cabinet de M. Trudeau ont le sort du peuple ukrainien à coeur et désirent qu'il vive dans une paix interethnique, il devrait être facile pour notre gouvernement d'exercer une pression sur M. Poroshenko et sur le gouvernement ukrainien dans son ensemble pour qu'ils identifient et traduisent en justice les responsables des meurtres de citoyens ukrainiens ordinaires à Kiev et à Odessa.

Au nom du Congrès des Russes canadiens,

*Igor Babalich Président*

## Notes

1. Déclaration finale et recommandations du Comité de la Commission parlementaire UE-Ukraine le 24 mars 2017 : [ici](#)

2. Appel lancé pour une enquête internationale sur les événements violents à Maïdan et à Odessa par l'Agence des droits de la personne avec le Conseil économique et social des Nations unies (ECOSOC), le 21 mars 2016 : [ici](#)

3. Communiqué de presse du Comité international sur l'Ukraine sur l'enquête sur les événements de mai 2014, le 4 novembre : [ici](#)

Rapport du Comité consultatif international sur la tragédie de mai 2014 à Odessa et son enquête : [ici](#)

(1er mai 2017)



---

## Jour de la Nakba le 15 mai : des actions en appui au droit de retour des Palestiniens et pour exiger la fin de l'occupation maintenant!



Montréal le 13 mai 2017

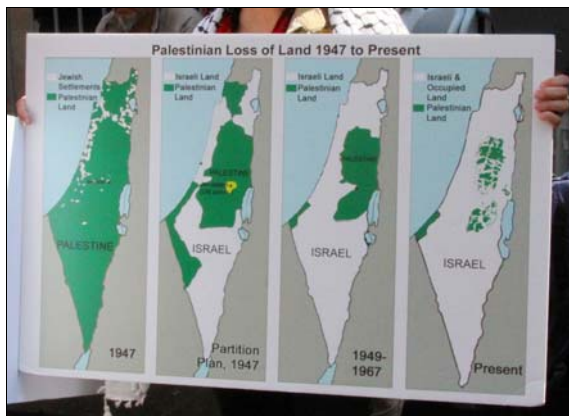
Le 15 mai était le jour du 69e anniversaire d'al-Nakba, qui signifie « catastrophe » en arabe, l'expulsion forcée de 750 000 Palestiniens de leur patrie par les sionistes qui ont annexé les terres palestiniennes à l'État d'Israël, dont la création avait été proclamée par les impérialistes anglo-américains à peine quatre jours plus tôt. Les Palestiniens ont été dépossédés de 4,2 millions d'acres de terres par les milices sionistes. L'anniversaire de la Nakba est le jour où le peuple palestinien, appuyé par les peuples du monde, affirme le droit des Palestiniens de retourner sur leurs terres et exige la fin à l'occupation.

Cette année, les organisateurs des commémorations de la Nakba ont concentré leurs efforts sur le plus de 1 500 prisonniers palestiniens qui font une grève de la faim dans les prisons israéliennes depuis le 17 avril. La grève de la Liberté et de la Dignité revendique des conditions humaines dans les prisons et des soins médicaux pour les Palestiniens emprisonnés dont ils sont présentement privés.



Toronto le 13 mai 2017

Au Canada, des manifestations à Montréal, à Ottawa et à Toronto ont exprimé l'appui des Canadiens aux prisonniers en grève et ont condamné le gouvernement canadien pour son appui à l'occupation sioniste. Plusieurs ont fait valoir que pour la première fois, dans une déclaration du premier ministre Justin Trudeau le 2 mai, celui-ci a fait part de l'engagement du Canada dans la « lutte contre l'antisémitisme ». Ils ont condamné cette attaque perverse contre la liberté de conscience et ont affirmé la nécessité de faire connaître les faits au sujet de la dépossession des Palestiniens, faits qui sont cachés sur une base quotidienne par les impérialistes américains et leurs médias.



Un an après la Nakba, en 1949, Israël a occupait 78 % des terres palestiniennes. Entre 1948 et 1950, plus de 500 villes et villages palestiniens ont été détruits ou repeuplés de façon systématique. Aujourd'hui, plus de la moitié des 11,5 millions de Palestiniens sont des réfugiés de la Nakba et des déplacements forcés et du génocide qui ont suivi. Israël refuse toujours d'accorder à ces réfugiés le droit de retour à leur patrie volée et poursuit l'annexion de leurs terres en construisant des colonies sur les terres palestiniennes. Cela ne doit pas passer !

Aussi le droit de retour est-il bien ancré dans le droit international bien qu'il soit nié et bafoué sur une base quotidienne tandis que les colons de l'Europe et des États-Unis sont récompensés pour leur expansion des colonies israéliennes illégales sur le territoire palestinien reconnu internationalement.[1]



Depuis qu'ils ont été portés au pouvoir le 19 octobre 2015, les libéraux de Trudeau n'ont pas une seule fois critiqué les actions génocidaires d'Israël. Même l'expansion de colonies illégales menée avec une agressivité accrue, que même les administrations Obama et Trump aux États-Unis ont été obligées de critiquer publiquement, n'a pas mérité une mention de la part du Canada. Tandis que le Canada s'ingère effrontément dans les affaires du Venezuela qui n'a jamais attaqué qui que ce soit, il n'a que des louanges pour les « valeurs démocratiques » d'Israël et de son engagement envers la « paix ».

À l'occasion de la Nakba 2017, les peuples du monde affirment qu'aucune injustice n'est plus urgente à rectifier que l'occupation sioniste de la Palestine et tous les crimes haineux qui y ont été commis depuis les premiers jours de l'occupation. *LML* salue les prisonniers palestiniens héroïques et leur lutte de résistance et appelle tout le monde à défendre les droits de tous et à intensifier leurs actions à la défense du peuple palestinien et de son droit de retour.

***Défendons le droit de retour !  
Fin à l'occupation maintenant !  
Victoire aux prisonniers palestiniens !***



**Ottawa le 13 mai 2017**

## **Note**

1. En vertu de la Déclaration universelle des droits de l'homme : « Toute personne a le droit de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays. » La Convention internationale pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale affirme que tous doivent se prévaloir de ce droit « sans distinction aucune notamment de race, de couleur ou d'origine nationale ». En vertu de la quatrième Convention de Genève, des personnes déplacées par une puissance occupante au cours d'un conflit militaire doivent retourner au lieu de leur domicile dès la fin des hostilités. En vertu du Pacte international relatif aux droits civils et politiques : « Nul ne peut être arbitrairement privé du droit d'entrer dans son propre pays. » En vertu de la résolution 194 adoptée le 11 décembre 1948, « il y a lieu de permettre aux réfugiés qui le désirent, de rentrer dans leurs foyers le plus tôt possible et de vivre en paix avec leurs voisins ». La résolution 194 a été réaffirmée par l'Assemblée générale de l'ONU plus de 110 fois depuis son adoption initiale. La résolution 3236 de l'Assemblée générale de l'ONU affirme « le droit inaliénable des Palestiniens de retourner dans leurs foyers et vers leurs biens d'où ils ont été déplacés et déracinés, et demande leur retour ».





## **Nouvelles attaques illégales américaines contre la Syrie**

### **Ne touchez pas à la Syrie! Troupes américaines hors de Syrie!**



*LML* condamne l'escalade par les États-Unis de leur agression contre la Syrie et leur violation de la souveraineté de la Syrie et lance l'appel aux Canadiens d'exiger que toutes les forces militaires américaines et canadiennes quittent la Syrie de même que l'Irak et mettent fin aux efforts de changement de régime visant à imposer l'hégémonie impérialiste américaine sur la région.

Le gouvernement de la Syrie et ses forces armées ont confirmé que les États-Unis ont mené deux nouveaux actes d'agression contre les forces syriennes les 17 et 18 mai. Dans les deux cas, les frappes aériennes américaines ciblaient les forces militaires syriennes à Tanf, près de la frontière avec la Jordanie et l'Irak. Des soldats syriens ont été tués et de l'équipement incluant des chars d'assaut a été détruit. L'armée syrienne et ses alliés ont récemment avancé vers l'Est, reprenant des zones contrôlées par l'ÉI. Le prétexte invoqué par les États-Unis pour justifier les attaques était que les forces syriennes se sont trop approchées d'un petit avant-poste occupé par les forces spéciales américaines, britanniques et des forces sous leur commandement depuis un peu plus d'un an.



**Cliquer pour agrandir**

L'Armée arabe syrienne a déclaré dans un communiqué qu'elle « combat le terrorisme sur son territoire, et aucun parti n'a le droit de déterminer le parcours et la destination des opérations de l'armée contre les organisations terroristes, principalement ÉI et Al-Qaïda ». L'occupation américaine du territoire syrien est illégale et illégitime. Les États-Unis n'ont pas le droit de dicter sur quelles parties de leur propre territoire les forces armées de la Syrie peuvent agir. L'ambassadeur de la Syrie aux Nations unies, Bashar al-Jaafari, a dénoncé l'agression américaine et dit que la Syrie combattrait non seulement le terrorisme et les groupes armés mais aussi le terrorisme d'État des États-Unis, de la France, de la Grande-Bretagne et d'autres contre la Syrie.



## Concentration de troupes américaines pour contrer un accord de cessez-le-feu

L'attaque la plus récente des États-Unis contre la Syrie s'inscrit dans le contexte d'une concentration de troupes américaines à la frontière entre la Jordanie et la Syrie. Selon les médias régionaux, depuis avril, plus de 4 000 soldats américains et plus de 400 véhicules militaires ont été déployés à une base à l'est d'Az-Zarqa, à 43 kilomètres de la frontière syrienne.



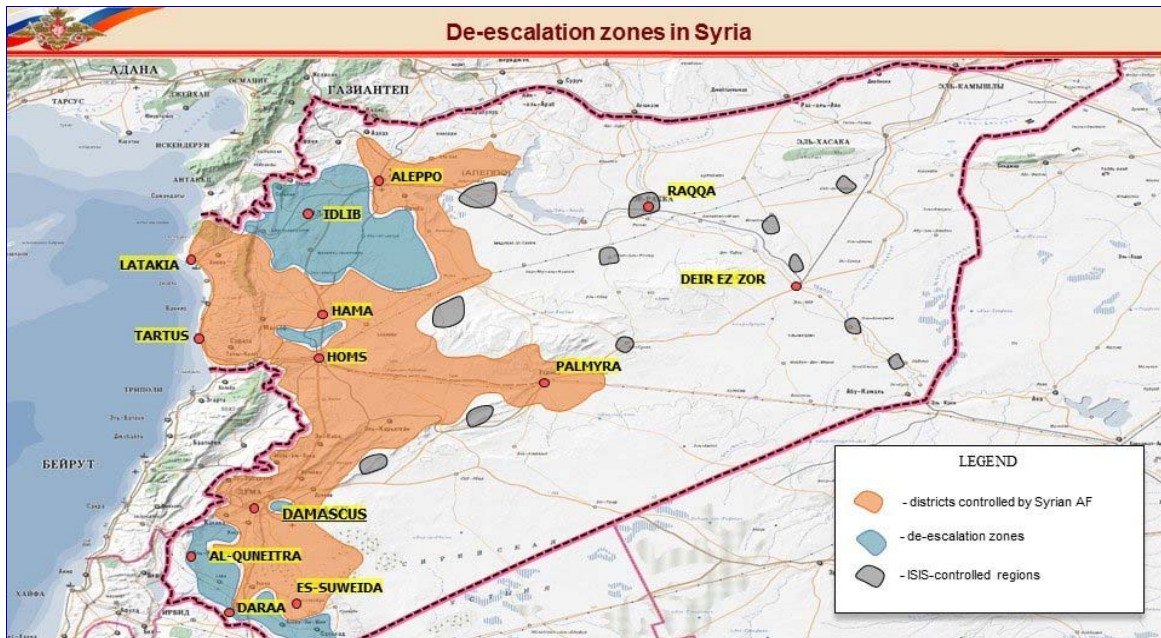
Les 6 et 7 mai, les États-Unis ont tenu les exercices militaires « Eager Lion » en Jordanie impliquant une vingtaine d'autres pays et 7 400 soldats. Les responsables américains et jordaniens ont déclaré que les manœuvres comprendraient des exercices de sécurité aux frontières, de cyberdéfense et de « commandement et contrôle » pour renforcer la coordination en réponse aux menaces. Une déclaration de l'armée jordanienne mentionne que des troupes d'Europe, d'Asie, d'Afrique et de la région du Golfe -- y compris de la Grande-Bretagne, du Japon, du Kenya et de l'Arabie saoudite -- participent à l'exercice qui a duré jusqu'au 18 mai. Le major-général américain Bill Hickman, commandant adjoint de l'armée américaine dans la région, a dit que ce septième exercice annuel est « le plus grand et le plus complexe à ce jour. » Les exercices se déroulent

au milieu de rapports faisant état d'une concentration générale de troupes américaines sur la frontière syrienne en Jordanie comprenant plus de 400 unités de matériel militaire américain et plus de 4 000 soldats déployés le long de la frontière. Le point culminant des exercices de guerre de cette année, a-t-il déclaré, sera que « pour la première fois, une mission de frappe globale » sera menée par « deux bombardiers B-1B de l'armée de l'air des États-Unis » - un bombardier multi-missions de longue portée.

Tandis que les États-Unis ont augmenté le nombre de leurs soldats à la frontière syrienne, de nouvelles tentatives pour mettre en oeuvre un accord de cessez-le-feu entre les parties en conflit en Syrie ont été faites le 5 mai. La Fédération de Russie, la République islamique d'Iran et la République de Turquie ont annoncé lors d'une réunion à Astana au Kazakhstan, la création de « zones de désescalade » en Syrie et ont déclaré qu'elles agiraient comme garants du cessez-le-feu.

Dans les zones de désescalade, les hostilités entre l'armée syrienne et les groupes d'opposition armés qui ont rejoint le régime du cessez-le-feu doivent cesser, l'accès humanitaire doit être fourni, les conditions doivent être établies pour fournir une aide médicale aux populations et restaurer l'infrastructure et pour permettre le retour des réfugiés et des personnes déplacées à l'intérieur du pays. Selon le mémorandum officiel, l'objectif des zones est de « mettre un terme rapide à la violence, améliorer la situation humanitaire et créer des conditions favorables pour favoriser le règlement politique du conflit en République arabe syrienne. » De plus, les vols militaires ne seront pas autorisés au-dessus des zones concernées.

Les zones de désescalade sont maintenant en vigueur dans la province d'Idlib et certaines parties des provinces voisines (provinces de Latakia, Hama et Alep) ; certaines parties dans le nord de la province de Homs ; dans l'est de Ghouta ; certaines parties du sud de la Syrie (provinces de Deraa et Al-Quneitra).



[Cliquer sur l'image pour l'agrandir](#)

**Le Venezuela adopte des mesures pour faire échec à l'intervention externe et à la contre-révolution**

**Convocation d'une Assemblée constituante nationale pour ouvrir une voie pacifique au progrès**

**- Sam Heaton -**



Le 12 mai, le président du Venezuela Nicolás Maduro s'est réuni avec des invités étrangers provenant de plus de 35 pays pour expliquer la décision de convoquer une Assemblée constituante à ce moment-ci et la situation à laquelle le Venezuela fait face. Les invités comprenaient des



travailleurs organisés, des législateurs élus, des représentants de partis politiques, des personnalités du monde académique et des journalistes. Le président Maduro était accompagné de membres de la Commission présidentielle constituante.

Depuis sa création le 1er mai, la Commission présidentielle a convoqué des réunions de tous les secteurs et de tous les collectifs du peuple vénézuélien. La Commission a rencontré des représentants de travailleurs organisés, de femmes, d'étudiants, d'ânés, de communes, de médias, de corps diplomatiques, de plus de 17 partis politiques, de petits fermiers et pêcheurs, de gens d'affaires, d'institutions religieuses, de personnes handicapées, de dirigeants d'universités et d'autres secteurs et elle a reçu leurs propositions et opinions. Des réunions et des rassemblements de masse se tiennent aussi dans tout le pays. Toutes les forces politiques du pays ont été invitées formellement à y participer et à soumettre leurs propositions et à participer aux élections à l'Assemblée constituante.



**À gauche : réunion des résidents de Warao le 11 mai 2017 (Digna Sucre). À droite : rassemblement de petits fermiers et pêcheurs en appui à l'Assemblée constituante le 10 mai 2017**

Le président Maduro a déclaré qu'après 18 années de révolution pacifique et de processus bolivarien populaire, il est devenu important de renouveler la Constitution sur laquelle ce processus repose. Le Venezuela, a dit Maduro, active le pouvoir suprême de la république pour faire face à la crise et à l'agression auxquelles le pays est confronté et pour reconstruire la base de la paix et de la reprise économique.

« Nous devons nous engager dans un processus de renouveau, de fondation renouvelée. Cela ne peut être fait que par les forces populaires, au moyen d'un processus populaire et d'un processus constituant, qui est le seul pouvoir capable de changer les choses », a-t-il dit.

Le président Maduro a expliqué qu'en dépit des progrès réalisés en ce qui a trait aux droits humains, à la démocratie et à la garantie du bien-être du peuple, le Venezuela fait maintenant face à une violence qui vise à ramener le pays en arrière. [1] Il a rappelé les attaques similaires de 2002, 2004 et 2014, qui ont duré plusieurs mois chacune. Cependant, en dépit du fait que les « guarimbas », les émeutes et les blocus de rues dans les quartiers riches ou prenant comme cible les édifices publics soient plus concentrés que par le passé et affectent seulement 1 % du territoire



national, ils « sont beaucoup plus violents que ceux du passé ». Il y a même des cas où des participants ont assassiné des personnes qui manifestaient avec eux, a-t-il dit. Le président Maduro a transmis ses condoléances à toutes les familles des victimes et appelé à des mécanismes qui vont assurer la justice et permettre la réconciliation et l'unité entre les Vénézuéliens. Il a appelé à la prudence et dit que l'objectif de la violence est d'engendrer encore plus de violence.

« J'ai interdit l'utilisation des armes à feu, y compris des petits fusils chargés de balles de caoutchouc qui sont permis par la loi », a-t-il dit

Le président Maduro a dit qu'il y a trois raisons qui expliquent cette « embuscade » contre le Venezuela qui a été organisée en avril. La première est la nouvelle administration Trump aux États-Unis, qui a mené des actions agressives comme l'attaque contre la Syrie et l'utilisation de la « mère de toutes les bombes » contre l'Afghanistan et a accru sa pression sur les pays latino-américains et caribéens. La deuxième est le lent rétablissement des forces révolutionnaires du Venezuela suite à leur défaite aux élections de 2015 à l'Assemblée nationale. « Nous devons construire une nouvelle majorité bolivarienne et nous allons le faire », a dit le président Maduro. La troisième, ce sont les sérieux problèmes économiques auxquels le Venezuela fait face et les tentatives de faire dérailler la reprise.

« Si une reprise économique a lieu en 2017, si on consolide les Comités de fourniture et de production locale d'aliments [les CLAP qui desservent à l'heure actuelle 6 millions de foyers], et qu'on panse les plaies de la guerre économique, les forces de l'oligarchie savent qu'en 2018, année des élections présidentielles, nous allons être victorieux », a dit le président Maduro.

La stratégie de l'établissement d'une Assemblée constituante a été le résultat d'un « intense débat au sein du leadership politique de la révolution », a dit Maduro, et son objectif est de « faire échec à la stratégie de nos ennemis nationaux et internationaux. Quelles étaient nos options ? Les contre-révolutionnaires ont décidé de prendre d'assaut le pouvoir au moyen de la rébellion dans les rues. Jusqu'à quand, Dieu seul le sait. La grande majorité des gens au pays, plus de 80 %, rejettent la violence. Nous allons développer un nouvel horizon de paix au moyen de l'Assemblée constituante », a dit Maduro.

L'Assemblée constituante est « notre arme pour faire avancer le pays et affronter et écarter les menaces à la nation. C'est l'option qui va nous permettre de résoudre les problèmes sociaux, politiques et économiques par le dialogue national, afin de commencer à faire échec aux tentatives de coup et à l'intervention impériale », a dit Maduro. « Ce projet est un projet d'émancipation pour tous les Vénézuéliens. C'est au moyen de cette assemblée constituante que nous voulons le réaliser. »



**Manifestation à Caracas pour la reconnaissance constitutionnelle des communes et des conseils communaux du Venezuela le 9 mai 2017 (Venezuelanalysis)**





**Des manifestations en appui à l'Assemblée constituante à Lara (gauche) et Quibor le 14 mai 2017**



**Manifestations des travailleurs de l'industrie alimentaire à Caracas (à gauche) et de travailleurs de la santé dans l'État d'Aragua (à droite)**

## Note

1. Le 17 mai, un centre de soins de maternité de l'État de Miranda a été attaqué après avoir été assiégé pendant deux jours par des manifestants contre-révolutionnaires. Les femmes et les nouveau-nés ont dû être évacués après que de la fumée provenant de décombres qui brûlaient à l'extérieur ait pénétré dans l'édifice. Les médecins, les spécialistes et les infirmières n'ont pu entrer dans l'immeuble pour faire leur quart de travail.

(Photos: TML, TeleSUR, Venezuelanalysis, Voces Urgentes, AVN, @sasitsansebast16)



## **Le Canada fait tout pour nuire à une solution pacifique**

**- Margaret Villamizar -**

Le gouvernement canadien continue de mener des activités qui nuisent à une solution politique au Venezuela et de s'ingérer dans les affaires intérieures de ce pays.

La ministre canadienne des Affaires étrangères Chrystia Freeland a émis des déclarations dans lesquelles elle s'oppose à la décision du Venezuela de se retirer de l'Organisation des États américains et de convoquer une Assemblée constituante. Bien que ces deux décisions soient basées

sur la constitution du Venezuela et sur ses droits en tant que pays souverain, le Canada a demandé que le Venezuela travaille à « rétablir l'ordre constitutionnel » et déclaré que « des élections libres et justes auxquelles participent tous les électeurs admissibles du Venezuela sont essentielles pour résoudre la crise qui sévit dans le pays. ».



Piquet à Montréal le 13 mai 2017 pour dénoncer l'ingérence étrangère et les attaques contre le personnel diplomatique du Venezuela au Canada

Cette formule creuse masque le fait que non seulement tous les électeurs vénézuéliens admissibles auront l'opportunité d'élire les représentants qui vont renouveler la constitution du pays et de mettre de l'avant leur vision du Venezuela, mais la constitution va ensuite être soumise à un référendum suite à quoi des élections à tous les niveaux se tiendront dont l'élection présidentielle en 2018. Cela est mandaté par la constitution du Venezuela, laquelle détermine également le cadre de la convocation d'une Assemblée constituante.

Pendant ce temps, le 16 mai, le premier ministre Justin Trudeau et l'ancien député Irwin Cotler ont rencontré Lilian Tintori, la femme de Leopoldo Lopez, le criminel vénézuélien condamné et un participant au coup d'État de 2002, qui purge présentement une sentence pour avoir incité à la violence qui a mené à la mort de 43 personnes en 2014. Tintori a été décrite fausement comme une « militante des droits humains au Venezuela ». Le gouvernement, la Chambre des communes et les médias monopolisés lui ont donné une plate-forme pour qu'elle déclare que le Venezuela est une dictature et pour justifier la violence contre-révolutionnaire qui a mené à la mort de plus de 50 personnes depuis avril et à l'assassinat ciblé de sympathisants de la Révolution bolivarienne. Tintori a aussi rencontré Rona Ambrose, la chef intérimaire du Parti conservateur de même que Thomas Mulcair le chef du Nouveau Parti démocratique.



Selon les reportages des médias, Tintori a proféré des faussetés à Trudeau dans le but de justifier le recours à encore plus de violence et d'intervention étrangère, disant au premier ministre que « [le gouvernement du Venezuela] a tué 50 personnes lors des manifestations parce que la dictature a donné l'ordre de tirer à vue ». Le gouvernement du Venezuela a interdit à la police ou à la garde



nationale affectée aux manifestations de porter des armes y compris des armes qui tirent des balles de caoutchouc. Des plus de 50 décès qui se sont produits depuis le début des actions violentes, huit ont été attribués aux autorités vénézuéliennes pour lesquels des individus ont été arrêtés et accusés.

Toujours le 16 mai, le Sous-comité des droits internationaux de la personne de la Chambre des communes a tenu sa deuxième réunion en deux mois pour attaquer le Venezuela où ont témoigné Tintori et son avocat Jared Genser qui dirige une firme d'avocats et de relations publiques qui se spécialise dans la défense des soi-disant prisonniers politiques dans les pays que ciblent les États-Unis. Comme ce fut le cas lors des nombreuses réunions parlementaires tenues sur le Venezuela ces dernières années, aucun effort n'a été fait pour recueillir l'opinion d'autres forces politiques du Venezuela que celles qui s'opposent à la Révolution bolivarienne que ce soit des partis politiques, des syndicats ou des organisations citoyennes.



Le personnel consulaire vénézuélien a aussi été la cible de harcèlement et de menaces sérieux. À Toronto, le site web consulaire a été piraté et des articles malicieux y ont été ajoutés. À Montréal, le Centre culturel Simon Bolivar qui promeut la culture vénézuélienne et l'amitié entre les Vénézuéliens et les Canadiens a été attaqué le 11 mai par des individus hostiles à la Révolution bolivarienne. Un piquetage a été organisé en réponse à cela le 13 mai pour appuyer le consulat, condamner la violence contre le Venezuela dans ce pays et au Canada et exprimer la vigilance contre de possibles attaques dans le

futur.

---

## Au sujet de l'Assemblée constituante du Venezuela



**Annonce de la convocation de l'Assemblée constituante à la marche du 1er Mai à Caracas au Venezuela (AVN)**



Le président de la République bolivarienne du Venezuela Nicolás Maduro Moros a émis deux décrets présidentiels le 1er mai appelant à une Assemblée constituante nationale et chargeant la Commission présidentielle de déterminer son fonctionnement et de consulter les Vénézuéliens dans le but de faciliter leur participation. L'article 347 de la Constitution du Venezuela souligne que « le pouvoir constituant originaire repose sur le peuple du Venezuela » et que ce pouvoir peut être exercé « à des fins de transformation de l'État, de création d'un nouvel ordre juridique ou de rédaction d'une nouvelle constitution ». Les décrets appellent le peuple vénézuélien à « décider de l'avenir du pays en réaffirmant les principes de l'indépendance, de la souveraineté, de l'égalité, de la paix et de la démocratie participative, multiethnique et pluriculturelle »



**Le président de l'Assemblée présidentielle constituante Elias Jaua s'adresse aux autres membres de la Commission à Caracas au Venezuela le 12 mai 2017**

Le président de la Commission présidentielle, Elias Jaua, a dit que la convocation de l'Assemblée constituante est « le mécanisme permettant de surmonter l'impasse dans laquelle se trouve le leadership politique du pays. À qui peut-on en appeler si je ne peux pas m'asseoir avec vous, ou bien si lorsque nous nous assoyons ensemble nous ne pouvons pas en venir à une entente sur le modèle de société dans laquelle nous pouvons tous vivre et nous reconnaître ? À qui en appeler ? Au peuple, au moyen d'une Assemblée constituante. » [1]

Ce processus a été activé pour la première fois dans l'histoire moderne du Venezuela par le président Hugo Chávez en 1999. La constitution de 1961 ne permettait pas que le peuple soit convoqué et renouvelle la constitution et le président Chávez n'a pu établir une Assemblée constituante que sur la base d'un référendum consultatif dont les paramètres ont été établis par la Cour suprême du pays. La constitution de 1999 de la République bolivarienne du Venezuela, tenant compte de cette situation, permet la convocation d'une assemblée constitutionnelle (par une initiative du président, d'autres niveaux de gouvernement ou de citoyens) et interdit même au président de s'opposer à ses résultats et à toute autorité étatique de faire entrave à son travail (articles 348 et 349).

L'Assemblée constituante sera élue directement au scrutin universel et secret sur la base du registre des électeurs. La moitié de ses 500 membres sera composée de représentants territoriaux et l'autre moitié de représentants de secteurs. C'est la classe ouvrière qui va avoir le plus grand nombre de représentants de secteurs, soit 100 personnes élues dans les usines et les autres endroits de travail. Les autres secteurs reconnus où des représentants seront élus parmi leurs pairs sont les petits

fermiers et pêcheurs, les communes et les missions sociales, les jeunes, les personnes handicapées, les peuples autochtones, les gens d'affaires, les travailleurs culturels et les retraités. La nouvelle direction qu'elle va rédiger sera approuvée par référendum.

La Commission présidentielle va également examiner neuf « objectifs programmatiques » que mettrait de l'avant la nouvelle Assemblée constituante :

- i. La paix en tant que besoin, droit et aspiration de la nation.
- ii. L'amélioration du système économique national pour qu'il réalise le potentiel du Venezuela.
- iii. La reconnaissance constitutionnelle des missions et programmes sociaux.
- iv. La consolidation de la capacité du système juridique et l'éradication de l'impunité.
- v. La reconnaissance constitutionnelle des nouvelles formes de démocratie participative et à protagonistes, au moyen notamment des communes et conseils communaux et des conseils ouvriers.
- vi. La défense de la souveraineté et de l'intégrité de la nation et sa défense contre l'interventionnisme étranger.
- vii. La réaffirmation du caractère pluriculturel de la patrie.
- viii. La garantie d'un avenir pour la jeunesse.
- viv. La préservation de la vie et de la planète.

## Notes

Les autres membres de la Commission présidentielle sont :

- Aristobulo Isturiz (ancien vice-président, ministre de l'Éducation, gouverneur et dirigeant de l'association des enseignants du Venezuela) ;
- Hermann Escarra (professeur de droit constitutionnel et signataire de la constitution de 1999 du Venezuela) ;
- Adán Chávez (gouverneur de l'État de Barinas, ancien ministre de l'Éducation) ;
- Isaias Rodriguez (ancien vice-président, sénateur et procureur général) ;
- Earle Herrera (journaliste, poète et critique littéraire, professeur à l'Université centrale du Venezuela et ancien député de l'Assemblée nationale) ;
- Cilia Flores (avocate et ancienne présidente de l'Assemblée nationale) ;
- Delcy Rodriguez (ministre des Affaires étrangères du Venezuela) ;
- Iris Varela (ministre des Services correctionnels, ancienne membre de l'Assemblée constituante de 1999) ;
- Noeli Pocatererra (membre de la nation autochtone Wayuu, ancienne membre de l'Assemblée nationale et membre de l'Assemblée constituante de 1999) ;
- Francisco Ameliah (ancien officier militaire, gouverneur de l'État de Carabobo et membre de l'Assemblée constituante de 1999) ;
- Elvis Amoroso (avocat constitutionnel et ancien membre de l'Assemblée constituante) ;
- Reinaldo Munoz (procureur général du Venezuela) ;
- Remigio Ceballas (chef d'État-major du Commandement opérationnel stratégique des Forces armées nationales boliviennes).



## Le Venezuela entreprend son retrait de l'Organisation des États américains



La ministre des Affaires étrangères du Venezuela Delcy Rodríguez annonce le retrait du pays de l'Organisation des États américains le 27 avril 2017 (AVN)

Le 27 avril, le Venezuela a entrepris ses procédures de retrait de l'Organisation des États américains basée à Washington, DC. La décision est une réponse aux tentatives des impérialistes américains, aidés par le Canada et d'autres pays que les États-Unis ont placés sous leur commandement, d'utiliser l'OÉA pour s'ingérer dans les affaires intérieures du pays. [1]

Le président du Venezuela Nicolas Maduro a confirmé la décision et dit que le Venezuela « va poursuivre son voyage vers son indépendance véritable et rien ni personne ne va nous arrêter ». La ministre vénézuélienne des Affaires étrangères Delcy Rodríguez a dit le 12 mai que la décision de se retirer est « un grand pas en avant » et que les récentes activités de l'OÉA confirment que l'organisation est un instrument impérial dont le Venezuela ne fera jamais plus partie. [2]

Le 12 mai, l'ambassadeur du Venezuela à l'OÉA, Samuel Moncada, a commenté la décision à Caracas et dénoncé la pression qu'exercent les États-Unis sur les pays souverains à l'OÉA. L'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis a accru la pression sur tous les pays d'Amérique latine et des Caraïbes, a dit Moncada. Suite à l'élection de Trump, l'OÉA s'est mise à tenir des réunions de son Conseil permanent une fois par mois plutôt qu'une fois par semestre comme c'est la norme. Cela a une grande portée parce que l'OÉA est un organisme multilatéral qui a la capacité de punir les États membres, a fait remarquer Moncada.



L'OÉA peut punir ses membres en invoquant sa « Charte démocratique » pour notamment les suspendre et mener des actions subséquentes sur cette base comme l'imposition de sanctions diplomatiques, économiques et financières. Cuba a été suspendue de l'OÉA en 1962, un avant que les sanctions des États-Unis soient élargies contre le pays jusqu'à interdire pratiquement toute exportation.



Les impérialistes américains ont accru leur pression sur les pays d'Amérique latine et des Caraïbes, en particulier les pays qui dépendent des États-Unis pour de l'aide ou des redevances, a expliqué Moncada. Le sénateur des États-Unis Marco Rubio a menacé ouvertement le Salvador, la Dominique et Haïti que l'aide étasunienne pourrait être coupée s'ils continuaient à résister aux attaques des États-Unis contre le Venezuela par le biais de l'OÉA.

La pression vise aussi des pays plus grands comme le Mexique, qui subit la menace non seulement du mur étasunien qui doit être construit à sa frontière sud et que le Mexique est censé payer mais celle plus récente de la part de Trump d'un retrait unilatéral de l'ALÉNA. Les États-Unis menacent aussi de déporter 12 millions de ses citoyens qui sont migrants aux États-Unis de même que 50 000 Haïtiens et 5 millions de Salvadoriens. Selon Moncada, les pays caribéens qui ont largement rejeté le diktat des États-Unis à l'effet d'attaquer le Venezuela sont soumis à une pression constante de l'administration Trump par le biais notamment du secrétaire d'État Rex Tillerson et du secrétaire général de l'OÉA Luis Almagro.

C'est dans ce contexte que les États-Unis ont été capables d'utiliser le Mexique de même que le Canada et d'autres pays pour piloter une résolution contre le Venezuela à l'OÉA le 3 avril. Cette résolution n'a pas été adoptée par la majorité des États membres de l'OÉA mais a été déclarée « adoptée par consensus » en dépit de l'abstention de quatre États membres et de l'absence d'autres pays qui avaient quitté la réunion en guise de protestation.

Moncada a aussi dénoncé le rôle que joue l'OÉA dans l'incitation de la violence à l'intérieur du Venezuela. Depuis que la résolution anti-vénézuélienne a été adoptée le 3 avril, près de 40 Vénézuéliens sont morts suite aux protestations et émeutes contre-révolutionnaires. [3]

Moncada a dit que l'adoption de la résolution de l'OÉA et les accusations non fondées qu'elle contient ont servi à justifier la violence. Il a dit que la prochaine réunion de l'OÉA, qui aura lieu le 31 mai, va vraisemblablement coïncider avec un regain de violence contre les Vénézuéliens.

Il a dit que la prochaine réunion de l'OÉA va chercher à établir un « groupe d'amis » qui vont coordonner de manière plus étroite les attaques contre le Venezuela. Le peuple vénézuélien, a-t-il dit, est victime des efforts visant à réaliser les résultats auxquels s'attendent les États-Unis avec cette campagne de l'OÉA contre le pays, et il a souligné que la violence et l'ingérence extérieure vont de pair. « Nous devons briser ce cycle, ce mécanisme morbide », a dit Moncada. « Je veux rendre hommage aux pays membres de l'OÉA, 17 pays en particulier des Caraïbes et de l'Amérique centrale, qui résistent à ces pressions. »

## Notes

1. Lire « [Le Venezuela résiste à l'ingérence impérialiste : Dénonçons le sale rôle joué par le Canada ! Ne touchez pas au Venezuela !](#) » - *Le Marxiste-Léniniste*, 22 avril 2017

2. Le processus de retrait prend quatre mois à partir du moment où il est enclenché. Le Venezuela va être le premier pays à se retirer de l'OÉA de son propre gré. Cuba a été expulsée en 1962 peu de temps après sa révolution à cause des pressions des États-Unis. Bien que l'expulsion ait été abrogée en 2009, Cuba a déclaré qu'elle n'a pas l'intention de revenir à l'organisation.

3. Selon les données officielles vénézuéliennes, sept des victimes participaient à des manifestations et 18 n'y participaient pas ; cinq cas demeurent indéterminés et neuf cas sont reliés à un accident survenu pendant une action de vandalisme sur une entreprise dans laquelle cinq individus ont électrocuté. Trois cas concernent les forces de sécurité et ont mené à des arrestations d'officiers et le gouvernement a annoncé que l'usage d'armes à feu par les unités affectées aux manifestations était strictement interdit.

(Correspondant du LML à Caracas)

# Une économiste explique la guerre économique qui se mène contre le Venezuela

Pascualina Curcio, une économiste vénézuélienne réputée et professeure au Département des sciences économiques et administratives de l'Université Simón Bolívar s'est adressée à des invités et médias étrangers dans la capitale du pays Caracas le 12 mai pour discuter des efforts qui sont faits pour déstabiliser l'économie du Venezuela. La professeure Curcio a expliqué que le Venezuela fait face depuis 2013 à de l'inflation, des pénuries et d'autres problèmes qui sont principalement le résultat d'un sabotage concerté.



Derrière les problèmes économiques apparents se trouve un problème politique, a dit madame Curcio. Avant 1999, l'augmentation du Produit intérieur brut du Venezuela s'accompagnait de l'augmentation de la pauvreté. Après 1999, quand le pays a entrepris sa Révolution bolivarienne sous la direction du président Hugo Chavez, le PIB a augmenté mais la pauvreté a baissé. Dès le début, ce développement a été présenté comme un modèle économique qui ne fonctionne pas mais qui ne fonctionne pas pour qui ? Pour les détenteurs du capital, ou pour les pauvres et les travailleurs, a demandé l'économiste. Les entreprises monopolistes et les financiers internationaux menacés par ce modèle ont entrepris du sabotage et ils ont les moyens de le faire.

Les résultats du sabotage sont ensuite présentés comme une caricature qui « prouve » l'échec du socialisme, a dit madame Curcio. Il ne s'agit pas d'un simple sabotage de l'« économie » car c'est le peuple qui est directement affecté et qui souffre, a-t-elle dit. Les problèmes ne sont pas non plus le résultat d'un déclin du PIB dû à l'effondrement des prix du pétrole car le PIB demeure bien au-dessus de ce qu'il a été depuis 30 ans. En dépit des difficultés, la consommation de nourriture par habitant demeure beaucoup plus élevée que dans les années 1980 et 1990, en particulier pendant les périodes de crise, grâce aux efforts du gouvernement pour assurer que les aliments de base atteignent la population.

Curcio a identifié trois mécanismes par lesquels la guerre économique est menée contre le Venezuela :

1. *Le retrait de la circulation de certains biens de base par les firmes et les vendeurs en gros monopolistes.* Alors que les fruits et les légumes et plusieurs autres produits se trouvent facilement, d'autres produits de base comme le pain connaissent une pénurie. La production de ces biens manquants se poursuit et ceux-ci se trouvent sur les marchés illégaux mais leur distribution est perturbée, a-t-elle dit. Cela se produit bien que le gouvernement fournisse les devises étrangères nécessaires pour tout produit de base qui doit être importé, a-t-elle ajouté.

2. *L'inflation induite, la dévaluation délibérée de la devise vénézuélienne, le bolivar.* Le Venezuela, comme plusieurs pays d'Amérique latine, dépend des importations pour obtenir plusieurs produits importants. En conséquence, les prix à l'intérieur du pays dépendent beaucoup des prix internationaux et il existe un marché noir illégal de la devise qui s'oppose au taux fixe de conversion des bolivars en dollars et vice-versa. Ce taux manipulé devient ensuite le point de référence pour les prix à l'intérieur du pays.

De nombreux importateurs, de grands monopoles, n'ont pas recours au taux fixe de 10 bolivars pour un dollar mais au taux de change sur le marché noir qui est des centaines de fois plus élevé. Par conséquent, les prix augmentent de façon dramatique et cela est encouragé par les sites web qui « fixent » les taux de change sur le marché noir. Normalement, l'inflation correspond à une baisse de production mais aucune baisse de production au Venezuela ne peut expliquer l'inflation qui se produit au pays. Elle est liée aux indicateurs du marché noir, a dit madame Curcio.

3. *Le blocus financier international.* Le Venezuela est considéré comme le pays le plus « à risque » dans le monde par les prêteurs financiers internationaux. On lui a attribué 2000 « points » a dit la professeure, ajoutant que chaque « point » correspond à peu près à un point de pourcentage d'intérêt sur la dette. Le Venezuela est le pays du monde qui possède les plus grandes réserves de pétrole et parmi les plus grandes réserves d'eau fraîches, sans parler des mines d'or et de plusieurs autres ressources et on le dit « à risque », a-t-elle dit. Il en résulte que depuis la chute des prix du pétrole en 2013 trouver du financement a coûté extrêmement cher. Parmi les autres actions hostiles, on compte la fermeture par Citibank du compte du Venezuela à cause de ce « risque » alors que la banque a maintenu ses comptes privés basés au Venezuela.

Curcio a dit que l'intensité de ce sabotage change selon la situation politique dans le pays. Immédiatement avant les élections de 2015 à l'Assemblée nationale, la farine de maïs est devenue très rare alors que des produits se sont mis à réapparaître juste après les élections dans lesquelles les partis oligarchiques pro-États-Unis ont remporté une majorité de sièges. Un mécanisme qui a été mis sur pied pour s'attaquer à ce sabotage de l'approvisionnement alimentaire a été la création des comités de distribution locale d'aliments, les CLAP qui retirent la fourniture des denrées de base des mains des monopoles. Le sabotage continu de l'approvisionnement en aliments du peuple vénézuélien et le refus des entreprises privées d'assurer la livraison des produits de première nécessité ont poussé le Venezuela à considérer cela comme un problème politique qui doit être pris en main, a dit la professeure Curcio.

(Correspondant du LML à Caracas)

---

### **Libération du combattant pour l'indépendance de Porto Rico**

## **Oscar López Rivera est libre! Tout pouvoir aux mouvements du peuple!**



Le combattant portoricain pour l'indépendance Oscar López Rivera a été libéré le 17 mai après près de 36 ans comme prisonnier politique aux États-Unis. La sentence de López a été commuée le 17 janvier par le président américain sortant Barack Obama.



Le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) se joint à tous ceux qui célèbrent cette victoire et transmet ses salutations les plus chaleureuses et ses félicitations à Oscar, à sa famille et à son équipe juridique, aux autres patriotes qui ont fait l'objet d'emprisonnement semblable et surtout aux mouvements du peuple portoricain pour la libération des prisonniers politiques et leur autodétermination. En cette occasion, le PCC(M-L) réitère son soutien inébranlable à la lutte de Porto Rico pour son indépendance face au colonialisme américain.

En 1981, López a été condamné sans preuve sur des accusations fausses de conspiration séditionnaire et condamné à une peine de 55 ans. Les accusations de sédition ont été la méthode principale utilisée par les États-Unis contre les patriotes portoricains depuis 1936. Cette année-là, Pedro Albizu Campos, fondateur du Parti nationaliste de Porto Rico et neuf autres personnes ont été accusés d'avoir tenté de renverser par la force le gouvernement des États-Unis et emprisonnés aux États-Unis pendant 10 ans. Une autre vague d'attaques contre le mouvement pour l'indépendance a eu lieu de la fin des années 1970 au début des années 1980, lorsque des dizaines de Portoricains y compris Oscar López Rivera ont été accusés de sédition. Dans tous ces cas, c'est le mouvement du peuple qui a fait avancer la lutte vers la prochaine étape. Sa défense du droit d'être de Porto Rico, la libération des prisonniers politiques et le retrait de la marine américaine du pays ont tous été des étapes importantes dans la lutte de Porto Rico pour l'indépendance.



Le PCC(M-L) veut mettre en lumière également les contributions remarquables d'un emblème de ce mouvement, le défunt Luis Nieves Falcon et le Comité portoricain pour les droits humains qui ont combattu et organisé sans relâche pour la liberté des prisonniers politiques portoricains. Luis Nieves Falcon et le comité ont grandement contribué à populariser leur cause et à réunir et mobiliser tous les secteurs de Porto Rico pour leur liberté et pour l'indépendance nationale, comme on l'a vu de manière frappante dans la marche historique de 100 000 personnes à San Juan le 29 août 1999. Sans les fondements qui ont été établis par ce travail, la libération de López n'aurait certainement pas été possible.





Célébrations à San Juan à Porto Rico le 17 mai 2017

(Photos : J. Alicea, J. Coasta)



## Opposition aux provocations des États-Unis sur la péninsule coréenne

### Le nouveau président sud-coréen s'engage à travailler pour la paix et la stabilité

- Philip Fernandez -

Le 9 mai, Moon Jae-in a été élu le 19<sup>e</sup> président de la République de Corée (Corée du sud). Moon est un ancien activiste politique étudiant de 64 ans, un avocat des droits humains et un dirigeant au sein du parti politique Minjoo. Moon a également été chef d'état-major de feu le président sud-coréen Roh Moon-hyun qui a été au pouvoir de 2002 à 2007 et dont la présidence a été marquée par un renforcement des relations entre le Nord et le Sud de la Corée qui ont culminé en octobre 2007 par une entente qui a fait progresser l'objectif de la réunification nationale.



Moon a reçu près de 42 % des voix exprimées par les 77,2 % de l'électorat qui ont voté. C'était la plus forte participation électorale en deux décennies. Son plus proche adversaire, l'ancien procureur sud-coréen HongJoon-pyo, a recueilli 25,5 % des voix.



Les élections présidentielles sud-coréennes ont été déclenchées par les manifestations massives tenues par le peuple sud-coréen à la fin de 2016 et au début de l'année 2017 pour exiger que la présidente Park Guen-Hye démissionne suite au scandale de corruption qui a secoué son administration. Les manifestations ont aussi dénoncé son attitude humiliante et servile vis-à-vis les impérialistes américains et son antipathie ouverte envers le gouvernement et le peuple de la République populaire démocratique de Corée (RPDC). Il a été révélé que le gouvernement de Park avait extorqué des dizaines de millions \$ des plus grands monopoles sud-coréens, dont Samsung, en échange de faveurs politiques et de l'adoption de lois anti-travailleurs. Park a été destituée et est présentement en prison en attente du procès pour ses crimes.

Dans la période qui a mené aux élections, Moon Jae-in a déclaré que s'il était élu, son administration travaillerait fort pour panser les blessures résultant de près d'une décennie de règne conservateur en Corée du sud. Il a même promis de rouvrir le complexe industriel Kaesong [1] et de faciliter la normalisation des relations entre la RPDC et la République de Corée (ROK). Moon a également promis de revoir la décision du gouvernement précédent de permettre aux États-Unis d'installer un système de défense antimissile en Corée du sud, auquel la majorité des Coréens s'opposent, et de le soumettre à un référendum. Entre autres, Moon s'est également engagé à lutter contre la corruption et à circonscrire le pouvoir politique et les privilèges des grandes multinationales.

Les médias rapportent que les Coréens du sud veulent « un changement structurel » parce qu'ils savent très bien comment les impérialistes américains interviennent pour renverser les gouvernements qui défendent les intérêts du peuple coréen. Ils ont toujours été contre l'utilisation de leur territoire par les impérialistes américains pour maintenir la nation coréenne divisée et ont vu leurs gouvernements les trahir à ce sujet. Ils sont donc déterminés à garder l'initiative politique entre leurs mains.

## Note

1. Le complexe industriel de Kaesong a été inauguré en 2004 comme entreprise commune nord-sud. Plus de 125 entreprises sud-coréennes ont employé près de 60 000 travailleurs de la RPDC à Kaesong, sur le côté nord du 38e parallèle qui divise le nord et le sud de la Corée, pour produire des biens sur les marchés nationaux et étrangers, notamment des textiles, des semi-conducteurs, la céramique et d'autres objets. C'était un exemple concret du potentiel qui existait pour une coopération accrue entre le Nord et le Sud de la Corée, conséquence directe de la déclaration historique Nord-Sud du 15 juin 2000. En mars 2016, le gouvernement de Park a fermé l'entreprise, une décision qui a été dénoncée par près de 85 % des habitants de la Corée du sud.

(Source: Hankyoreh)





# Non aux provocations bellicistes des États-Unis contre le peuple coréen! Défendons la paix dans la péninsule coréenne!

- *Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) et  
Fédération coréenne du Canada* -

## Piquets à Toronto contre les préparatifs de guerre des États-Unis dans la péninsule coréenne



## CALENDRIER D'ÉVÉNEMENTS

À la fin du mois d'avril de cette année, les États-Unis et l'armée sud-coréenne ont terminé leurs exercices militaires conjoints annuels et illégaux Key Resolve/Foal Eagle menés contre la République populaire démocratique de Corée (RPDC). Ce fut l'exercice le plus important en quarante ans. En plus des manoeuvres réelles et simulées qui ont mobilisé plus de 330 000 soldats américains et sud-coréens, les exercices ont compris la participation du super porte-avion de classe Nimitz, l'USS *Carl Vinson* de même que des sorties de pratiques de frappe par deux bombardiers B-1B des États-Unis, tous deux capables de larguer des bombes et des missiles nucléaires. Ces exercices de guerre agressifs font partie d'OPLAN 5015, un accord entre l'armée américaine et la Corée du sud qui comprend la planification de frappes préventives contre des sites militaires de la RPDC, des « raids de décapitation » contre les dirigeants de la RPDC et d'autres manoeuvres en vue du déclenchement d'une guerre et de l'imposition d'un changement de régime contre la RPDC. L'objectif est on ne peut plus clair : mener une deuxième guerre de Corée contre la RPDC et la transformer en colonie des États-Unis, comme ceux-ci l'ont fait de la Corée du sud.

Face aux efforts des États-Unis pour supprimer son existence même, la RPDC a été forcée de détourner d'importantes ressources vers la mise en oeuvre de mesures de toutes sortes pour défendre son peuple et sa souveraineté. Le 26 avril, le ministère des Affaires étrangères de la RPDC a déclaré : « La politique des États-Unis visant à isoler et à étouffer la RPDC et la menace nucléaire posée par les États-Unis contre la RPDC depuis plus d'un demi-siècle ont forcé la RPDC à développer des armes nucléaires. »

En même temps, le gouvernement de la RPDC fait tout ce qui est possible sur le front diplomatique pour trouver une solution politique à ces actes de guerre perpétrés par les États-Unis. Ses nombreuses interventions auprès du Conseil de sécurité des Nations unies (CSNU) sont restées lettre morte puisque le CSNU lui-même a été transformé par les États-Unis et d'autres grandes puissances en un instrument de guerre et d'agression où les pouvoirs de police ont remplacé la primauté du droit et même la Charte de l'ONU.

La campagne de désinformation menée contre la RPDC par les médias monopolisés et même la Société Radio-Canada financée par les fonds publics entretiennent un climat belliciste contre la RPDC en la présentant comme l'« agresseur » et une « menace » dans la péninsule coréenne. Déformant totalement la vérité, cette campagne vise à neutraliser l'aspiration du peuple canadien à la paix dans la péninsule coréenne et son opposition historique aux fauteurs de guerre américains et à leur longue histoire et sanglante histoire partout dans le monde.

En plus, la diabolisation de la RPDC et de ses dirigeants couvre de silence de façon délibérée les efforts diplomatiques continus de la RPDC pour établir la paix dans la péninsule coréenne. Pas une seule fois, par exemple, la Société Radio-Canada n'a-t-elle parlé des nombreux appels directs de la RPDC auprès des États-Unis pour que ceux-ci concluent un traité de paix avec elle tel que convenu par l'Accord d'armistice coréen (AAC) conclu le 27 juillet 1953. En fait, non seulement les États-Unis ont-ils année après année rejeté les propositions de la RPDC, ils ont transgressé toutes les clauses de l'AAC, notamment en introduisant



depuis plus de cinquante ans des armes nucléaires dans la péninsule coréenne. Cette intransigence de la part des États-Unis montre clairement qui veut la paix et qui veut la guerre dans la péninsule coréenne. Les États-Unis n'ont aucune raison de ne pas signer un traité de paix avec la RPDC autre que le fait que leur ordre du jour est différent, soit celui de faire main basse sur toute la péninsule coréenne pour leurs propres intérêts géopolitiques étroits et pour maintenir le peuple coréen dans un état de servitude afin qu'il soit incapable de faire obstacle aux intérêts hégémoniques des États-Unis en Asie de l'Est en tant que peuple souverain uni à la défense de la paix. À cet égard, vers la fin du mois d'avril de cette année, l'administration Trump s'est empressée d'installer la batterie de missiles des terminaux de défense régionale à haute altitude (THAAD) en Corée du sud malgré l'opposition massive et les manifestations continues du peuple coréen. L'empressement venait du fait que peu importe le résultat des élections présidentielles sud-coréennes le 10 mai, le THAAD serait un fait accompli. Pour remuer le couteau dans la plaie, l'administration Trump s'attend à ce que le peuple de Corée du sud paie la facture de 1 milliard \$ US. Les Canadiens doivent appuyer le peuple coréen et s'opposer au système de défense antimissile THAAD à la lumière de leur propre histoire d'opposition aux essais du Missile Cruise américain au Canada et de leur ferme opposition aux plans du gouvernement libéral de Justin Trudeau de permettre le déploiement du système de défense antimissile des États-Unis en sol canadien.

Tous les gens épris de justice et de paix au Canada et à l'étranger doivent appuyer le peuple coréen contre les préparatifs de guerre dirigés par les États-Unis peu importe le prétexte. La situation extrêmement dangereuse qui a été créée sur la péninsule coréenne et qui pourrait facilement déclencher une deuxième Guerre de Corée et embraser le monde dans une Troisième Guerre mondiale n'est pas causée par la RPDC. On doit prendre toutes les mesures pour retenir la main des bellicistes impérialistes aux États-Unis et au Canada et stopper leur course belliciste sur la péninsule coréenne.

Le gouvernement du Canada doit se racheter du fait qu'il s'est joint aux États-Unis dans leur ingérence dans la guerre civile en Corée dans laquelle le Canada n'avait pas d'affaire à intervenir. Cette ingérence a été faite cinq ans à peine après que le peuple coréen ait joué un rôle héroïque dans la défaite du Japon et des puissances de l'Axe et à la défense de la paix pour l'humanité dans la Seconde Guerre mondiale. Le Canada doit également chercher à normaliser ses relations avec la RPDC, qui avaient été établies en 2001, sur la base du principe de la paix et de la non-ingérence dans leurs affaires respectives. Sur cette base, les relations commerciales et d'autres liens peuvent

être établis à l'avantage mutuel des deux pays. Ce serait là une contribution positive à la promotion de la paix et de la stabilité sur la péninsule coréenne.

***Non à l'agression et aux sanctions des États-Unis contre la RPDC !  
Démantelez le système de défense de missiles THAAD en Corée du sud !  
Les États-Unis doivent signer un traité de paix avec la RPDC immédiatement !  
Le Canada doit normaliser ses relations avec la RPDC immédiatement !  
Troupes américaines, hors de Corée !***



---

**Lisez Le Marxiste-Léniniste**  
**Site web: [www.pccml.ca](http://www.pccml.ca) Courriel: [redaction@cpcml.ca](mailto:redaction@cpcml.ca)**